

**Etude d'impact de l'adhésion de la Communauté d'agglomération Maubeuge
Val de Sambre au Syndicat inter-arrondissement de Valorisation et
d'Élimination des déchets (SIAVED)
CGCT, Art. L.5211-39-2, D.5211-18-2 et D.5211-18-3**

Table des matières

Introduction	3
I. La procédure d'adhésion au SIAVED à mettre en œuvre	6
II. Effets de l'adhésion sur les biens et contrats en cours :	9
A. Effets sur les biens et équipements – Cf. CGCT, Art. L.5211-18, L.1321-1 et suivants.	9
1. Mise à disposition des équipements.....	9
2. Transfert des contrats d'emprunt affectés au financement de ces équipements.....	11
B. Effets sur les actes et les contrats	13
1. Actes pour lesquels le SIAVED est substitué à la Communauté.....	14
3. Contrats non repris par le SIAVED	17
4. Contrats qui seront repris en cas de prolongation	19
III. Effets de l'adhésion sur les ressources et les charges	20
A. Effets de l'adhésion sur les dépenses et les charges de la communauté d'Agglomération et du Syndicat.	20
1) Dépenses et charges de la Communauté d'agglomération	21
2) Dépenses et charges du Syndicat.....	22
B. Effets de l'adhésion sur les recettes et les ressources de la Communauté d'agglomération et du syndicat ;	26
1) Recettes de la Communauté d'Agglomération	26
2) Recettes du Syndicat	27
C. Impacts de l'adhésion sur l'équilibre financier du syndicat et sur la Communauté d'Agglomération	31
1) Equilibre financier du syndicat.....	31
2) <i>Impacts pour la Communauté d'agglomération</i>	33
D. Proposition de clef de répartition de l'actif et du passif entre la Communauté d'Agglomération et établissements publics concernés.	35
1) <i>Actif transféré de la Communauté d'agglomération au SIAVED</i>	35
2) <i>Passif transféré de la Communauté d'agglomération au SIAVED</i>	37
IV. Effets de l'adhésion sur l'organisation des services de la CAMVS et du Syndicat	38
A. Incidences sur les agents de la Communauté	38
1. Rappel des règles applicables	38

2.	Application de ces règles pour les services de la communauté.....	44
B.	Incidences sur le personnel des cocontractants de la Communauté.....	52
C.	Incidences sur les personnels du SIAVED.....	55
V.	Impact de l'adhésion sur la gouvernance du SIAVED.....	56
VI.	Annexe n°1 : actif issu de la dissolution du SMIAA	59
VII.	Annexe n°2 : Subventions issues de la dissolution du SMIAA	59

Introduction

Le Syndicat inter arrondissement de Valorisation et d'élimination des déchets (ci-après « SIAVED ») est un syndicat mixte dit « fermé », régi par les dispositions des articles L.5711-1 et suivants du CGCT, qui fonctionne « à la carte » conformément aux dispositions de l'article L. 5212-16 du CGCT.

Conformément à ses statuts, dans leur version approuvée par arrêté préfectoral du 29 décembre 2022, il est notamment habilité à exercer les compétences suivantes :

- **Compétence obligatoire : traitement et valorisation des déchets ménagers et assimilés** qui comprend :
 - Les opérations de **transport, transfert, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des déchets** et matériaux réutilisables ou de l'énergie ;
 - Les opérations de **gestion de la fonction tri-conditionnement des emballages et papiers issus des collectes sélectives** comprenant notamment la **construction et la gestion d'un centre tri** avec extension des consignes de tri, les **opérations de transport, de transit ou de regroupement**, les refus de tri issu des opérations de tri et les quais de transfert ;
 - L'exploitation, les travaux d'investissement, l'entretien courant et le gros entretien **d'installations de traitement et de valorisation énergétique** des déchets ;
 - La création et la gestion intégrale des **déchèteries** ;
 - La création et la gestion de **recycleries** [...]
 - La création et l'exploitation des réseaux de chaleur ou de froid issus de l'énergie produite par les Centres de Valorisation Energétique dont l'exploitation relève exclusivement du traitement des déchets ménagers et assimilés ;

- **Compétence optionnelle : collecte des déchets ménagers et assimilés** réalisée de la manière suivante :
 - La **collecte en porte à porte** ;
 - Les points **d'apport volontaire** (y compris les colonnes enterrées) ;
 - La **prévention** ;
 - Le plan local de prévention des déchets ménagers et assimilés ;
 - Le réemploi.

Il est actuellement composé de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut (CAPH), de la Communauté d'Agglomération du Caudrésis Catésis (CA2C), et de la Communauté de Communes du Cœur d'Ostrevent (CCCO), qui lui ont toutes transféré leur compétence (obligatoire) relative au traitement et à la valorisation des déchets ménagers et assimilés.

En revanche, seules la CAPH et la CA2C lui ont transféré leur compétence (optionnelle) relative à la collecte des déchets ménagers et assimilés.

La Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre (ci-après « la CAMVS ») entend adhérer au SIAVED et lui transférer la seule compétence (obligatoire) « *traitement et valorisation des déchets ménagers et assimilés* ».

La CAMVS conservera donc la compétence « *collecte des déchets ménagers et assimilés* ».

Une telle adhésion au SIAVED conduira donc la CAMVS à lui transférer notamment ses compétences relatives au tri, au traitement, et à la valorisation des déchets ménagers et assimilés, mais également celle relative à la création et à la gestion de ses déchèteries.

Actuellement, ces compétences sont exercées par la CAMVS comme suit :

- Pour les déchèteries : les déchetteries de la CAMVS sont gérées et exploitées en régie ;
- Pour les opérations de tri :
 - le transport et le traitement des déchets issus des déchetteries sont confiés à des tiers dans le cadre d'un marché public décomposé en 11 lots ;
 - les opérations de tri – conditionnement des emballages et papiers recyclables sont confiées à un tiers dans le cadre d'un marché public ;
- Pour les opérations d'enfouissement, d'élimination et de valorisation des déchets ménagers, la CAMVS adhère au Syndicat Mixte de l'Arrondissement d'Avesnes (SMIAA). Les activités de ce syndicat ont pris fin au 1^{er} janvier 2023. A compter de cette date, la CAMVS a conclu les conventions suivantes :
 - Une convention de mise à disposition de services et d'équipements par laquelle la Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre (CAMVS) met à disposition des 3 autres communautés anciennement adhérentes au SMIAA le centre de valorisation énergétique de Maubeuge, le bâtiment de l'ECOPOLE et ses services afférents ;
 - Un avenant par lequel la Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre, la Communauté de communes Pays de Mormal, la Communauté de

communes Cœur Avesnois, et la Communauté de communes Sud Avesnois se sont substitués au SMIAA à l'accord-cadre multi-attributaires n°20-01 à bons de commande de traitement des déchets ménagers et assimilés composé des trois lots suivants :

- le lot n°1 - traitement des déchets types encombrants et incinérables des déchèteries, attribué aux sociétés SUEZ et COVED et signé le 15 décembre 2020 ;
 - le lot n°2 - traitement des OMR et refus de tri des adhérents du SMIAA, attribué aux sociétés SUEZ et COVED et signé le 15 décembre 2020 ;
 - le lot n°3 : traitement des OMR et refus de tri du client VALor'Aisnes, attribué aux sociétés SUEZ et COVED et signé le 15 décembre 2020
-
- Un accord-cadre multi attributaire à bons de commande pour le transport de déchets ménagers et assimilés pour le compte du groupement de commande à destination des ISDND de Curgies, Lewarde et Nurlu, conclu avec Environnement Services, SFT/RL et MAUFFREY NORD, pour une durée d'un an, et notifié le 26 mai 2023 ;
 - Une convention constitutive d'un groupement de commande conclu entre la Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre, la Communauté de communes Pays de Mormal, la Communauté de communes Cœur Avesnois, et la Communauté de communes Sud Avesnois ayant pour objet de coordonner le suivi et l'exécution de l'accord-cadre multi-attributaires n°20-01 à bons de commande de traitement des déchets ménagers et assimilés et l'accord-cadre multi-attributaire à bons de commande pour le transport des déchets ménagers et assimilés (encombrants et OME).

Par ce rapport, la CAMVS entend présenter les incidences de son adhésion au SIAVED, conformément à l'article L.5211-39-2 du CGCT :

« En cas de rattachement d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dans les conditions prévues à l'article L. 5210-1-2, de création d'un tel établissement par partage dans les conditions prévues à l'article L. 5211-5-1 A, d'extension du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale dans les conditions prévues aux articles L. 5211-18 ou L. 5211-41-1 ou de retrait d'une commune dans les conditions prévues aux articles L. 5211-19, L. 5214-26 ou L. 5216-11, l'auteur de la demande ou de l'initiative élabore un document présentant une estimation des incidences de l'opération sur les ressources et les charges ainsi que sur le personnel des communes et établissements publics de coopération intercommunale concernés, dont le contenu est précisé par décret ».

Le présent rapport est destiné à éclairer les organes délibérants devant se prononcer au sujet de l'adhésion de la communauté au SIAVED et du transfert de la compétence « *traitement et valorisation des déchets ménagers et assimilés* » à ce syndicat.

Ce document a été préparé par la CAMVS, à l'initiative de la demande d'adhésion.

Ce document doit être joint à la convocation de chaque organe délibérant amené à se prononcer sur l'adhésion de la communauté au SIAVED, c'est-à-dire, à la convocation :

- du conseil communautaire de la CAMVS se prononçant sur son adhésion au SIAVED ;
- Du comité syndical du SIAVED se prononçant sur l'adhésion de la Communauté au SIAVED ;
- Des conseils communautaires des membres du SIAVED se prononçant sur l'adhésion de la communauté au SIAVED.

Ces établissements devront également le mettre en ligne sur leurs sites internet.

I. La procédure d'adhésion au SIAVED à mettre en œuvre

Afin de permettre à la CAMVS d'adhérer au SIAVED, il conviendra de mettre en œuvre la procédure prévue par l'article L.5211-18 du CGCT qui dispose que :

« I. – Sans préjudice des dispositions de l'article L. 5215-40, le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale peut être ultérieurement étendu, par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés, par adjonction de communes nouvelles :

1° Soit à la demande des conseils municipaux des communes nouvelles. La modification est alors subordonnée à l'accord de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ;

2° Soit sur l'initiative de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. La modification est alors subordonnée à l'accord du ou des conseils municipaux dont l'admission est envisagée ;

3° Soit sur l'initiative du représentant de l'Etat. La modification est alors subordonnée à l'accord de l'organe délibérant et des conseils municipaux dont l'admission est envisagée.

Dans les trois cas, à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur l'admission de la nouvelle commune, dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. Les mêmes règles s'appliquent pour les conseils municipaux des communes dont l'admission est envisagée. Dans les cas visés aux 1° et 3°, l'organe

délibérant dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception de la demande. (...)»

Par ailleurs, dans la mesure où l'adhésion de la CAMVS au SIAVED concerne une question relative aux évolutions des administrations, il conviendra, conformément aux dispositions de l'article L.253-5 du code général de la fonction publique¹, de solliciter l'avis du comité social territorial de la CAMVS et du SIAVED préalablement à l'adhésion.

La procédure d'adhésion de la CAMVS au SIAVED peut donc être schématisée comme suit :

¹ L'article L.253-5 du code général de la fonction publique dispose que :

« Les comités sociaux territoriaux connaissent des questions relatives :

*1° **A l'organisation, au fonctionnement des services et aux évolutions des administrations ;***

2° A l'accessibilité des services et à la qualité des services rendus ;

3° Aux orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines ;

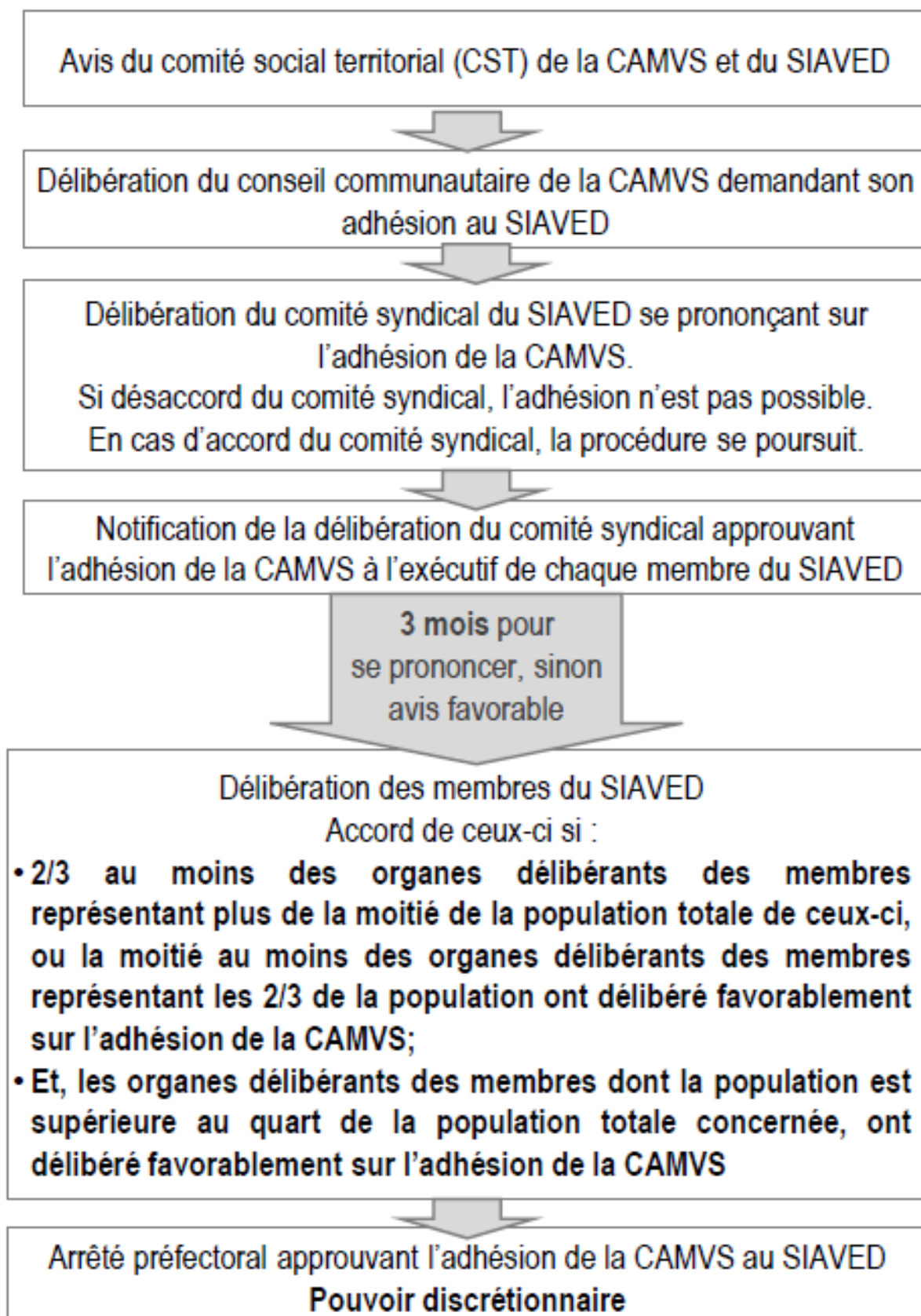
4° Aux lignes directrices de gestion en matière de promotion et valorisation des parcours professionnels. La mise en œuvre des lignes directrices de gestion fait l'objet d'un bilan, sur la base des décisions individuelles, devant le comité social ;

5° Aux enjeux et aux politiques d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations. Les comités sociaux sont consultés sur le plan d'action pluriannuel en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes mentionné à l'article L. 132-1 et informés annuellement de l'état de sa mise en œuvre ;

6° Aux orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et d'action sociale ainsi qu'aux aides à la protection sociale complémentaire ;

7° A la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes ;

8° Aux autres questions relevant des domaines mentionnés à l'article L. 112-1, à l'exception de l'élaboration des règles statutaires régissant les fonctionnaires et de l'examen des décisions individuelles.



II. Effets de l'adhésion sur les biens et contrats en cours :

A. Effets sur les biens et équipements – Cf. CGCT, Art. L.5211-18, L.1321-1 et suivants.

1. Mise à disposition des équipements

En vertu de l'article L.5211-18 du CGCT², l'adhésion de la communauté au SIAVED emporte l'application des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1 du CGCT, qui rendent obligatoire la mise à disposition du SIAVED des biens meubles et immeubles auparavant utilisés par la communauté, pour l'exercice des compétences transférées. La mise à disposition intervient de plein droit à la date du transfert des compétences, c'est-à-dire à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral approuvant l'extension du périmètre du SIAVED à la communauté³.

Cette mise à disposition ne constitue pas un transfert en pleine propriété, mais simplement la transmission des droits et obligations du propriétaire, qui sont un démembrement du droit de propriété. Le bénéficiaire de la mise à disposition ne dispose pas du droit d'aliéner le bien, ni de droits réels sur les constructions qu'il édifie sur ce bien.

Une telle mise à disposition doit donner lieu à l'établissement de manière contradictoire entre les représentants de la communauté et du SIAVED d'un procès-verbal de mise à disposition, précisant notamment la consistance, la situation juridique, l'état des biens, les amortissements réalisés et l'évaluation de leur remise en état. Cet élément constitue en quelque sorte un état des lieux des biens mis à disposition du SIAVED à la date de la mise à disposition.

L'absence de procès-verbal ne prive pas d'effet la mise à disposition qui suit nécessairement et automatiquement le transfert de compétence et ne peut pas non plus faire obstacle au transfert de compétences⁴. Toutefois, son établissement est particulièrement utile pour traiter de la situation concrète et éviter tout contentieux sur la consistance de la mise à disposition.

Les frais d'expertise nécessaires à l'établissement de tels procès-verbaux sont supportés pour moitié par la communauté et pour moitié par le SIAVED. A défaut d'accord, les parties peuvent recourir à l'arbitrage du président de la chambre régionale des comptes, qui doit rendre son arbitrage dans les deux mois.

² Cf. CGCT, Art. L.5211-18 II : « II. – Le transfert des compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L. 1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L. 1321-2 et des articles L. 1321-3, L. 1321-4 et L. 1321-5.

(...)

L'établissement public de coopération intercommunale est substitué de plein droit, à la date du transfert de compétences, aux communes qui le composent dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.»

³ CAA Lyon, 5 janvier 2012, n° 10LY00758.

⁴ CAA Nancy, 11 mai 2006, n° 04NC00637 ; CAA Lyon, 5 janvier 2012, n° 10LY00758.

S'agissant des conditions et modalités d'une telle mise à disposition, celles-ci diffèrent selon que les biens mis à disposition appartiennent ou non à la communauté :

- Pour les biens dont la communauté est propriétaire avant l'adhésion au SIAVED, la remise des biens au syndicat a lieu à titre gratuit et ne peut donc donner lieu à aucune indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraire. Le SIAVED assume l'ensemble des obligations du propriétaire. Il possède tous pouvoirs de gestion, assure le renouvellement des biens mobiliers, peut autoriser l'occupation des biens remis, en perçoit les fruits et produits, agit en justice au lieu et place du propriétaire, peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens. Il est également substitué à la communauté dans l'amortissement des biens mis à disposition. Le SIAVED est substitué à la communauté propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats portant notamment sur des emprunts affectés, et des marchés qu'elle a pu conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens remis.
- Pour les biens mis à disposition dont la communauté était locataire ou bénéficiaire d'une mise à disposition avant l'adhésion au SIAVED, ce dernier succède à tous les droits et obligations de la communauté. Il est substitué à la communauté dans les contrats de toute nature que celle-ci avait conclu pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens mis à disposition ainsi que pour le fonctionnement des services. La Communauté doit constater cette substitution et la notifier à ses cocontractants, permettant d'acter la conclusion d'un avenant de substitution du SIAVED à la communauté au sein de ce contrat.

Lorsque le bien mis à disposition par la communauté au SIAVED pour exercer les compétences transférées cesse d'être affecté à l'exercice des dites compétences, il retourne dans le patrimoine de la Communauté. A cette fin, l'organe délibérant du SIAVED adopte une délibération dans laquelle il indique que le bien initialement mis à sa disposition n'est plus utilisé pour l'exercice de la compétence transférée. La communauté propriétaire recouvre alors l'ensemble de ses droits et obligations sur ce bien. Ce dernier lui est restitué et réintégré dans son patrimoine pour sa valeur nette comptable, augmentée des adjonctions effectuées par le SIAVED, le cas échéant.

En l'espèce, les biens suivants sont mis à disposition du Syndicat :

- Le centre de valorisation énergétique de Maubeuge, sis Zone Industrielle des terres du Pont Rouge, lieu dit « Les Prés du Saussoir », 59600 Maubeuge, ainsi que l'ensemble des biens meubles et immeubles affectés à cet équipement ;
- Le bâtiment de l'ECOPOLE, sis lieu dit « Les Prés du Saussoir », 59600 Maubeuge, ainsi que l'ensemble des biens meubles et immeubles affectés à cet équipement ;
- La déchetterie de Maubeuge ;

- La déchetterie de Aulnoye-Aymeries ;
- La déchetterie de Jeumont ;
- La déchetterie de Saint-Rémy du Nord ;

Les déchetteries ont été transférées du SYNDICAT MIXTE DE TRANSPORTS URBAINS DE LA SAMBRE "SMTUS" (ex Syndical intercommunal de Val de Sambre) à la CAMVS au moment de la reprise de la compétence par la CAMVS mais la publicité de ce transfert n'avait pas été effectuée auprès du service de publicité foncière. Cette publicité est en cours de régularisation.

Ces biens seront donc mis à disposition de plein droit du SIAVED à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral approuvant l'adhésion de la communauté à ce syndicat. La Communauté et le SIAVED devront alors conclure des PV de mise à disposition de ces équipements.

Le Syndicat est par ailleurs d'ores et déjà propriétaire ou bénéficiaire des biens et équipements suivants (liste non exhaustive) :

- Déchetterie de Denain ;
- Déchetterie de Douchy-les-Mines ;
- Déchetterie de Neuville sur Escaut ;
- Déchetterie d'Hérin ;
- Déchetterie d'Aniche ;
- Déchetterie de Pecquencourt ;
- Déchetterie de Mortagne du Nord ;
- Déchetterie de Saint-Amand les Eaux (propriété de SUEZ) ;
- Déchetterie de Rieulay ;
- Déchetterie d'Erre ;
- Déchetterie de Saint Aubert ;
- Déchetterie de Beauvois en Cambresis (mise à disposition du SIAVED) ;
- Déchetterie de Caudry (mise à disposition du SIAVED) ;
- Déchetterie de Walincourt-Selvigny ;
- Déchetterie de Clary (mise à disposition du SIAVED) ;
- Déchetterie de le Cateau (mise à disposition du SIAVED).

2. Transfert des contrats d'emprunt affectés au financement de ces équipements

Le SIAVED, bénéficiaire de la mise à disposition, est en outre substitué à la collectivité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats portant notamment sur des

emprunts affectés, et des marchés publics que cette dernière a pu conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens remis ainsi que pour le fonctionnement des services. La collectivité propriétaire constate la substitution et la notifie à ses cocontractants.

Si une telle substitution ne soulève pas de difficultés particulières en cas de contrat d'emprunt affecté spécifiquement aux biens mis à disposition. En revanche, tel n'est pas le cas pour les contrats d'emprunt qui ne sont pas affectés spécifiquement à un équipement mais à plusieurs, dont seulement certains sont mis à disposition du SIAVED.

En cas d'emprunt globalisé, les services de la Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCL) précisent que « *c'est le poids financier des biens, équipements et services publics nécessaires à l'exercice des compétences, ainsi que de l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés, qui doivent être transférés à l'EPCI. Pour ce faire, plusieurs options sont possibles :*

- *si la commune a contracté plusieurs emprunts globalisés, elle peut estimer que l'un d'entre eux équivaut à la charge financière attachée aux équipements transférés sans qu'il existe nécessairement un lien avec ces équipements. L'EPCI est alors substitué à la commune pour le paiement des annuités au regard de la charge financière (remboursement du capital et intérêts).*
- *si le transfert d'un emprunt n'est pas suffisant au regard de la charge financière (capital et intérêts) attachée aux équipements transmis, il est alors possible de déterminer, au sein des différents emprunts, une quote-part permettant de reconstituer cette charge financière. Dans cette dernière situation, deux hypothèses peuvent alors être envisagées :*
 - *soit, l'organisme bancaire admet la scission (par avenant au contrat initial) de ce contrat d'emprunt entre la commune et l'EPCI et chacun rembourse sa quote-part ;*
 - *soit, la commune reste le seul interlocuteur de l'organisme bancaire et l'EPCI verse à la commune sa quote-part des annuités (par convention)⁵.*

Les contrats d'emprunt repris par le SIAVED sont ceux issus de la dissolution du SMIAA. Le détail des contrats de prêts (10 au total) sont les suivants :

EMPRUNTS ISSUS DU SMIAA			Echéances
-------------------------	--	--	-----------

⁵ Voir le Guide pratique de l'intercommunalité, p. 272

CFFIL	Financement travaux mise en conformité CVE 1999-2003	MON 282110	01/02/2029
CFFIL	Financement travaux mise en conformité CVE 1999-2003	MON278885	01/06/2027
CFFIL	Financement travaux mise en conformité 2005 mesure semi continue dioxines	MON273051EUR	01/01/2026
DCL	Financement travaux bâtiment ECOPOLE	MIN264286EUR	01/07/2029
DCL	Financement travaux mise en conformité CVE 1999-2003	MIS278886EUR-2	01/12/2029
DCL	Financement travaux mise en conformité CVE 1999-2003	MON283473EUR	01/06/2034
CAISSE EPARGNE	Financement travaux mise en conformité CVE 2005	201201416	25/10/2024
CAISSE EPARGNE	Financement travaux mise en conformité CVE 2005	201201417	25/07/2025
CAISSE EPARGNE	Financement travaux alimentation RCU	9229922/5473871	05/06/2040
CREDIT AGRICOLE	Financement travaux avenant 5 mise en conformité BREF	10002303965	01/06/2037

Les contrats de prêt transférés à la Communauté d'Agglomération de Maubeuge Val de Sambre dans le cadre de la dissolution du SMIAA seront transférés au SIAVED dans le cadre de l'adhésion de la Communauté d'agglomération à ce dernier.

Les compétences Traitement Tri et déchetterie ne disposent pas d'autres contrats de prêt (affecté ou global).

B. Effets sur les actes et les contrats

En application de l'article L.5211-18 du CGCT :

« L'établissement public de coopération intercommunale est substitué de plein droit, à la date du transfert de compétences, aux communes qui le composent dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. La commune qui transfère la compétence informe les cocontractants de cette substitution ».

Ainsi, **le SIAVED sera lié par les engagements contractuels de la CAMVS dans le cadre des compétences transférées et qui continuent à produire leurs effets postérieurement au transfert de compétences.** Sauf accord contraire des parties, de tels contrats devront être exécutés dans leurs conditions antérieures jusqu'à leur échéance. Une telle substitution de personne morale aux contrats préalablement conclus ne pourrait légalement fonder aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

La CAMVS devra informer ses cocontractants d'une telle substitution, qui devra alors être formalisée dans le cadre d'un avenant conclu entre le SIAVED, la CAMVS et le ou les cocontractants, permettant notamment d'indiquer le nouveau comptable assignataire des paiements.

S'agissant des contrats soumis aux règles de la commande publique (marché public, contrat de délégation de service public, contrat de concession, etc...), l'avenant ne doit pas modifier les clauses substantielles du contrat, sous peine de remettre en cause les conditions d'égalité de traitement des candidats et la transparence des procédures de mise en concurrence.

En revanche, **les contrats préalablement conclus par la CAMVS au titre de la compétence transférée mais qui sont venus à expiration avant le transfert ne sont pas repris par le SIAVED⁶**. Ainsi, et à défaut d'accord contraire de l'ensemble des parties, les créances qui résultent de tels contrats conclus par la CAMVS et venus à expiration avant le transfert ne sont pas reprises par le SIAVED, et ce, alors même que ces contrats auraient été conclus dans le cadre de l'exercice des compétences transférées⁷.

Par ailleurs, le SIAVED est substitué de plein droit, à la date de l'adhésion de la CAMVS, dans toutes ses délibérations et tous ses actes (qu'elle a ont adoptés ou repris du SMIAA) qui se rattachent aux biens, équipements et services nécessaires à l'exercice des compétences traitement et tri transférées⁸.

Le SIAVED est donc substitué à la CAVMS dans l'ensemble des actes et contrats suivants.

1. Actes pour lesquels le SIAVED est substitué à la Communauté

Il appartiendra au SIAVED de procéder, auprès des autorités compétentes, au changement d'exploitant des déchetteries mises à disposition par la Communauté et au changement d'exploitant du Centre énergétique de Maubeuge.

2. Contrats repris par le SIAVED

Le SIAVED sera également substitué à la CAMVS notamment dans l'exécution des contrats suivants :

- 1) La convention de mise à disposition de services et d'équipements par laquelle la Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre (CAMVS) met à disposition de la 3CA, de la CCPM et de la CCSA, depuis le 1er janvier 2023, le centre

⁶ CE, 3 décembre 2014, n°383865.

⁷ CAA Douai, 21 janvier 2021, n°19DA01988

⁸ CE, 3 décembre 2014, n°383865.

de valorisation énergétique de Maubeuge, le bâtiment de l'ECOPOLE et ses services afférents ;

- 2) La convention portant constitution d'un groupement de commande conclu entre la Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre, la Communauté de communes Pays de Mormal, la Communauté de communes Cœur Avesnois, et la Communauté de communes Sud Avesnois ayant pour objet de coordonner le suivi et l'exécution de l'accord-cadre multi-attributaires n°20-01 et et l'accord-cadre multi attributaire à bons de commande pour le transport de déchets ménagers et assimilés ;

Il doit être précisé que dans l'hypothèse où la Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre, la Communauté de communes Pays de Mormal, la Communauté de communes Cœur Avesnois, et la Communauté de communes Sud Avesnois adhèreraient au SIAVED, la convention de mise à disposition de services et d'équipements et la convention constitutive d'un groupement de commandes précitées prendront fin de plein droit.

- 3) Un accord-cadre multi attributaire à bons de commande pour le transport de déchets ménagers et assimilés pour le compte du groupement de commande à destination des ISDND de Curgies, Lewarde et Nurlu, conclu avec Environnement Services, SFT/RL et MAUFFREY NORD, pour une durée d'un an, et notifié le 26 mai 2023 ;
- 4) La convention relative à la collecte séparée des déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers (DEEE) avec OCADE3E à compter du 1er janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2026 ;
- 5) La convention relative à la collecte des lampes usagées conclue avec ECOSYSTEM à compter du 1^{er} juillet 2022 jusqu'au 31 décembre 2027 ;
- 6) La convention conclue avec l'association DASTRI à compter du 1^{er} janvier 2018, pour une durée initiale de 2 ans puis renouvelée tacitement par périodes de 2 ans, pour la mise en place d'un réseau de points de collecte pour les DASRI des PATS et utilisateurs d'autotests de dépistage des maladies infectieuses transmissibles ;
- 7) Les contrats suivants qui concernent le Centre de valorisation énergétique de Maubeuge :
 - a) Contrat d'accès au réseau public de distribution d'électricité en injection HTA conclu avec ENEDIS et qui est renouvelé tacitement annuellement ;
 - b) Garanties financières mise en sécurité CVE avec ECC (Euro Caution Courtage) ;

- c) CAMPAGNE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE RETOMBEES 2023 conclu avec KALI'AI ;
- 8) Les contrats conclus avec ALPIQ :
- a) Contrat d'achat d'énergie électrique produite par le CVE jusqu'au 31/12/2024 ;
 - b) Contrat de gestion et d'achat de garanties d'origine jusqu'au 31/12/2024 ;
 - c) Contrat de gestion et d'achat de garanties de capacité jusqu'au 31/12/2024 ;
- 9) La convention de fourniture et d'achat de chaleur conclue avec MAUBEUGE ENERGIE RENOUVELABLE, ainsi que le protocole d'accord transactionnel conclu le 20 décembre 2021 avec le SMIAA et repris par la CAMVS à sa dissolution et portant sur le règlement de la redevance R2 pour la période allant du 1^{er} janvier 2020 au 28 février 2021 et prévoyant un échelonnement de paiement jusqu'au 31 décembre 2031 ;
- 10) Le marché global de performance pour la modernisation et l'exploitation du Centre de valorisation énergétique (CVE) des déchets (conception et réalisation de travaux de modernisation du CVE, exploitation et maintenance du CVE, fourniture de chaleur) en cours d'attribution pour une durée prévisionnelle de 10 ans à compter du 01/01/2024 (et qui sera attribué avant le 31 décembre 2023).
- 11) Les contrats suivants qui concernent le bâtiment ECOPOLE :
- a) Contrat de fourniture eau et assainissement conclu avec SUEZ ;
 - b) Location fontaine eau conclue avec Château d'eau ;
 - c) carte gasoil avec TOTAL ;
 - d) Location Véhicule avec maintenance conclue avec FREE 2Move lease (Credipar) ;
 - e) Location copieur, Location matériel informatique, Location GED conclue avec "BNP Paribas Leasing Group (REX ROTARY)" ;
 - f) Contrôle technique ascenseur conclu avec Apave jusqu'au 31 décembre 2026
 - g) Maintenance ascenseur conclue avec Schindler jusqu'au 31 décembre 2025 ;
 - h) Service connectivity (ligne appel urgence ascenseur) conclu avec Schindler jusqu'au 4 février 2025 ;
 - i) Service alerte (alerte mail ou portable intervention / problème...) conclu avec Schindler jusqu'au 31 décembre 2025 ;

- j) "Forfait Mobile Orange 06 72 09 57 26" et l'assurance afférente jusqu'au 01/11/2024 ;
- 12) L'ACCORD CADRE Traitement de déchet par incinération au CVE de Maubeuge conclu avec VALOR AISNE jusqu'au 31/12/2026 ;
- 13) La convention fonds de soutien aux emprunts à risque conclu avec le PREFET DU NORD jusqu'au 15/06/2028 ;
- 14) La convention de cession gratuite du bois à l'association AGIE
- 15) Les autres contrats communs aux différents services de la Communauté (eau, énergie, assurance, etc.) seront soit résiliés pour la partie transférée au SIAVED ou feront l'objet d'un avenant actant d'une substitution du SIAVED pour la seule partie transférée
- 16) les contrats, dont les procédures sont en cours d'attribution, qui seront conclus le 31 décembre 2023 au plus tard ;
- 17) les contrats, dont le renouvellement apparaît nécessaire à la continuité des prestations et pour lesquels les procédures seront menées et achevées le 31 décembre 2023 au plus tard.

3. Contrats non repris par le SIAVED

En revanche, le SIAVED ne sera pas substitué à la CAMVS notamment dans l'exécution des contrats suivants qui ont vocation à prendre fin avant la date du transfert prévu au 1er janvier 2024 :

- 1) le marché relatif au tri des déchets d'emballages ménagers et des papiers (hors verre) et transfert du verre collecté en porte à porte et en apport volontaire, conclu avec RECYCLAGE DES VALLES pour une durée de 24 mois, soit jusqu'au 10 juin 2022, reconduit jusqu'au 15 août 2023 ;
- 2) Le marché relatif à l'enlèvement, au transport et au traitement des déchets (papiers/cartons/, encombrants, ferrailles, déchets verts, bois, gravats, incinérables, pneus, plastiques, plâtre, déchets diffus spécifiques (DDS)) issus des 4 déchetteries (mise à disposition de bennes, enlèvement des bennes pleines et remplacement par une benne vide, transport jusqu'au(x) site(s) de traitement et/ou de valorisation des déchets puis réception, pesée et traitement et/ou valorisation des déchets) décomposé en 11 lots :

- Lot 1 : mise à disposition de bennes, enlèvement et transport vers les centres de traitement conclu avec la société ENVIRONNEMENT SERVIÉS ;
 - Lot 2 : traitement / valorisation des encombrants conclu avec RECYCLAGE DES VALLEES ;
 - Lot 3 : traitement / valorisation du bois conclu avec RECYCLAGE DES VALLEES ;
 - Lot4 : traitement / valorisation des gravats conclu avec RECYCLAGE DES VALLEES ;
 - Lot 5 : traitement / valorisation du plâtre conclu avec RECYCLAGE DES VALLEES ;
 - Lot 6 : traitement / valorisation de la ferraille conclu avec RECYCLAGE DES VALLEES ;
 - Lot 7 : valorisation des papiers / cartons conclu avec RECYCLAGE DES VALLEES ;
 - Lot 8 : traitement des déchets verts conclu avec RECYCLAGE DES VALLEES ;
 - Lot 9 : traitement des pneus conclu avec RECYCLAGE DES VALLEES ;
 - Lot 11 : Mise à disposition de contenants, enlèvement, traitement des DDS (Déchets diffus spécifiques) conclu avec la société ARF
- 3) Le contrat territorial pour le mobilier usagé conclu avec ECO MOBILIER qui prendra fin le 31 décembre 2023
- 4) Les contrats suivants qui concernent le Centre de valorisation énergétique de Maubeuge :
- a) MARCHE EXPLOITATION MAINTENANCE DU CVE DE MAUBEUGE conclu avec CIDEME jusqu'au 31 décembre 2023 ;
 - b) AMO RENOUVELLEMENT MARCHE EXPLOITATION conclu avec GROUPEMENT SAGE / PARME AVOCATS / PARTENAIRES FINANCES LOCALES, qui prend fin en novembre 2023 ;
 - c) CAMPAGNE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE RETOMBEES 2022 conclu avec KALI'AI
- 5) Les contrats relatifs à la réhabilitation de la structure du hall de déchargement du CVE de Maubeuge :
- a) Marché de maîtrise d'œuvre et mission complémentaire étude de renforcement poteaux endommagés conclus avec EKIUM
 - b) Mission de Contrôle technique et Mission de Coordination SPS conclues avec BUREAU VERITAS

- c) travaux de réhabilitation de la structure du hall de déchargement du Centre de Valorisation Energétique de Maubeuge et Prestation complémentaire réparation nouveaux poteaux endommagés conclus avec TEAM SAS

6) Les contrats suivants qui concernent le bâtiment ECOPOLE

- a) contrat annuel entretien espaces verts Potier Paysage
- b) contrat maintenance porte automatique conclu avec Axed
- c) contrats conclus avec APAVE : vérification ascenseur VRE ; Vérification installations électriques ; Vérification matériels sécurité incendie
- d) Vérification et maintenance extincteurs et BAES avec Securi+France
- e) Contrat entretien chauffage conclu avec Servais
- f) entretien clim
- g) Maintenance logiciels comptabilité et paie avec AFI
- h) Maintenance site Internet et Hébergement site Internet avec Wizengo
- i) Location et entretien tapis de sol avec Hainaut Tapis

7) Les contrats d'assurance

- a) Assurance Responsabilité civile et Assurance Véhicule avec Perigny Hotton Associés (GAN)
- b) Assurance Protection juridique avec Nord Europe Assurance Courtage (D.A.S)
- c) Assurance Batiment ECOPOLE dommages aux biens et Assurances CVE - Incendie dommages aux biens avec Nord Europe Assurance Courtage (Albingia)

8) L'ACCORD CADRE Traitement de déchets par incinération au CVE de Maubeuge - marché subséquent n°1 conclu avec VALOR AISNE jusqu'au 31/12/2023

Il appartient à la Communauté d'anticiper, au cas par cas, et en lien avec le SIAVED, l'expiration de ces contrats, la nécessité d'assurer la continuité des prestations au 1^{er} janvier 2024 et de mettre en œuvre les règles de la commande publique. Il conviendra donc d'identifier les prestations concernées (disparition ou maintien du besoin), les modalités envisageables et nécessaires à la continuité des prestations (possible renouvellement, possible avenant, nouveau marché...) et la nécessité, le cas échéant, de conclure, après formalités préalables, un nouveau marché, dont la signature devra intervenir le 31 décembre 2023 au plus tard.

4. Contrats qui seront repris en cas de prolongation

La Communauté est partie à l'accord-cadre multi-attributaires n°20-01 à bons de commande de traitement des déchets ménagers et assimilés, conclu pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2021 reconductible trois fois un an et composé des trois lots suivants :

- le lot n°1 - traitement des déchets types encombrants et incinérables des déchèteries, attribué aux sociétés SUEZ et COVED et signé le 15 décembre 2020 ;
- le lot n°2 - traitement des OMR et refus de tri des adhérents du SMIAA, attribué aux sociétés SUEZ et COVED et signé le 15 décembre 2020 ;
- le lot n°3 : traitement des OMR et refus de tri du client VALor'Aisnes, attribué aux sociétés SUEZ et COVED et signé le 15 décembre 2020

Un tel contrat peut être reconduit pour l'année N+1 si une décision en ce sens est notifiée au cocontractant avant le 1^{er} décembre de l'année N.

Il en résulte donc l'alternative suivante :

- dans l'hypothèse où un tel contrat ne serait pas reconduit avant le 1^{er} décembre 2023 pour une année, celui-ci prendra fin et ne sera donc pas repris par le SIAVED.
- En revanche, dans l'hypothèse où un tel contrat serait reconduit avant le 1^{er} décembre 2023, celui-ci sera repris par le SIAVED.

III. Effets de l'adhésion sur les ressources et les charges

Pour rappel, en application de l'article D.5211-18-2 du CGCT :

*« Le document prévu à l'article L. 5211-39-2 décrit, à la date de la demande ou de l'initiative, toutes choses égales par ailleurs, et sur la base des informations communiquées, **les incidences de la mise en œuvre de l'opération envisagée sur les ressources et les charges des communes et établissements publics de coopération intercommunale concernés.***

Le document évalue les impacts potentiels sur les dépenses des communes et établissements publics de coopération intercommunale concernés, en section de fonctionnement et en section d'investissement. Il décrit, notamment, l'impact estimé sur les dépenses de personnel, les flux financiers croisés et les dépenses liées aux emprunts.

Il évalue les impacts potentiels sur les recettes des communes et établissements publics de coopération intercommunale concernés, en section de fonctionnement et en section d'investissement. Il décrit, notamment, l'impact estimé sur les dotations, la fiscalité, les fonds de péréquation et l'emprunt.

Il indique, le cas échéant, une clé de répartition estimative de l'actif et du passif entre les communes et établissements publics concernés par la demande ou l'initiative ».

A. Effets de l'adhésion sur les dépenses et les charges de la communauté d'Agglomération et du Syndicat

1) Dépenses et charges de la Communauté d'agglomération

a) Concernant la compétence traitement des ordures ménagères et assimilés

La Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre était adhérente jusqu'au 31 décembre 2022 du Syndicat Mixte de l'Arrondissement d'Avesnes (SMIAA) pour le traitement des ordures ménagères et assimilés par incinération. Ainsi, la Communauté d'Agglomération versait au Syndicat une contribution budgétaire permettant de couvrir le coût de traitement des ordures ménagères et assimilés.

Le tableau ci-dessous retrace le montant depuis 2020 des charges liées à la compétence (en € TTC) dont notamment la contribution au Syndicat :

Dépenses "compétence traitement des OM" en € TTC	2020	2021	2022
Incinération de déchets (SMIAA contribution)	3 600 000,00 €	4 484 688,08 €	4 298 588,87 €

A compter du 1^{er} janvier 2023 et la dissolution du SMIAA, la Communauté d'Agglomération a récupéré la totalité du budget du Syndicat.

Le tableau ci-dessous présente les flux de fonctionnement et d'investissement en € TTC et pour le BP 2023 des flux concernant l'ex SMIAA :

Dépenses de fonctionnement	BP 2023
Charges de gestion courante	7 236 400,00 €
Charges de personnel	236 400,00 €
Autres charges	0,00 €
Charges financières	577 200,00 €
Charges exceptionnelles	200 000,00 €
Dotations aux provisions	1 884 400,00 €
Dotations aux amortissements (Ordre)	1 628 719,00 €
Virements à la section investissement (Ordre)	1 428 547,00 €
TOTAL Dépenses de fonctionnement	13 191 666,00 €

Recettes de fonctionnement	BP 2023
Produits de gestion courante	4 137 500,00 €
Impôts et taxes	
Participations groupements	6 362 400,00 €
Autres recettes	69 700,00 €
Produits exceptionnels	1 126 332,00 €
Reprise sur provisions	1 426 800,00 €
Quote part de subvention (Ordre)	68 934,00 €
TOTAL Recettes de fonctionnem	13 191 666,00 €

Dépenses Investissement	BP 2023
Remboursement en capital	1 847 000,00 €
Dépenses équipement	1 179 476,00 €
Créances tiers	1 993 000,00 €
Subvention transférée (Ordre)	68 934,00 €
TOTAL Dépenses investissement	5 088 410,00 €

Recettes investissement	BP 2023
Virement section fonctionnement (Ordre)	1 428 547,00 €
Subvention	36 847,00 €
Emprunt nouveau	
Créances tiers	1 994 297,00 €
Amortissement (Ordre)	1 628 719,00 €
TOTAL Recettes investissement	5 088 410,00 €

b) Concernant la compétence « traitement tri »

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des charges en lien avec la compétence traitement tri depuis 2020 (en € TTC) :

Dépenses "compétence traitement tri" en € TTC	2020	2021	2022
Charges de personnel indirectes Tri		0,00 €	0,00 €
Traitement tri		1 497 120,29 €	1 413 348,00 €
TOTAL dépenses "Traitement Tri"	0,00 €	1 497 120,29 €	1 413 348,00 €

Les charges liées à la compétence traitement tri correspondent exclusivement à la prestation de service de traitement. Il est à noter qu'il n'y a pas de personnel indirect concernant la compétence traitement tri.

Dans la mesure où il y a une prestation de service, aucune dotation aux amortissements n'est alors comptabilisée.

Pour l'année 2020, la comptabilité analytique de la CAMVS ne permet pas pour cette année d'identifier les flux. Par conséquent, nous nous sommes concentrés sur les années 2021 et 2022.

c) Concernant la compétence déchetterie

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des charges en lien avec la compétence déchetterie depuis 2020 (en € TTC) :

Dépenses "compétence déchetterie" en € TTC	2020	2021	2022
Charges directes de personnel (montant 2022)	644 006,55 €	644 006,55 €	644 006,55 €
Charges indirectes de personnel (montant 2023)	45 845,00 €	45 845,00 €	45 845,00 €
Dépenses déchetterie		2 772 186,21 €	2 468 468,82 €
Dotations aux amortissements	29 676,92 €	32 855,42 €	39 154,00 €
TOTAL dépenses "déchetterie"	719 528,47 €	3 494 893,18 €	3 197 474,37 €

Le personnel direct en lien avec la compétence a pu être identifié avec une valorisation salariale actuelle de 2023. Ce montant a été repris pour les années 2020 à 2022.

Concernant le personnel indirect (à savoir la direction des finances, direction RH, Commande publique et administration générale) des quote parts ont été calculées par la CAMVS pour une valorisation actuelle en 2023. Le montant a été repris pour les années 2020 à 2022.

Concernant les dotations aux amortissements, celles-ci correspondent aux dotations en lien avec l'actif de la compétence déchetterie.

Enfin, concernant les autres dépenses en lien avec la compétence déchetterie pour l'année 2020, la comptabilité analytique de la CAMVS ne permet pas pour cette année d'identifier les flux. Par conséquent, nous nous sommes concentrés sur les années 2021 et 2022.

2) Dépenses et charges du Syndicat

Le Syndicat dispose d'une architecture budgétaire organisée de la façon suivante depuis 2022 :

- Un budget principal correspondant à l'ensemble des charges et des recettes en lien avec toutes les compétences transférées (frais de siège, communication, charges de personnel, indemnités des élus) ;
- Un budget annexe Traitement valorisation des déchets : au sein de ce budget figure notamment les charges et les recettes liées à la compétence déchetterie ;

- Un budget annexe CVE (assujetti à la TVA) : au sein de ce budget figure notamment les charges et les recettes liées au traitement et à la valorisation des déchets ménagers et assimilés. Les dépenses concernent principalement le Centre de Valorisation Energétique ;
- Un budget annexe gestion de la fonction tri : au sein de ce budget figure notamment toutes les dépenses en lien avec la gestion de la fonction tri, conditionnement des emballages et papiers issus des collectes sélectives ;
- Un budget annexe collecte : au sein de ce budget figure notamment la collecte des déchets ménagers et assimilés. Les dépenses liées à la collecte sélective figurent au sein de ce budget.

La fiche d'impacts concerne l'ensemble des compétences exercées par le SIAVED à l'exclusion de la compétence collecte qui est gérée par la CAMVS et non transférée.

a) *Concernant les charges du budget principal du Syndicat*

Le tableau ci-dessous présente les charges de fonctionnement liées au budget principal depuis 2020 (en € TTC) :

Dépenses de fonctionnement	2020	2021	2022
Charges à caractère général			1 029 613,75 €
<i>Dont contrats prestation de service</i>			0,00 €
Charges de personnel, frais assimilés			4 291 972,62 €
Atténuation de produits			0,00 €
Autres charges de gestion courante			132 726,79 €
TOTAL charges de gestion courante	0,00 €	0,00 €	5 454 313,16 €
Charges financières			39 572,77 €
Charges exceptionnelles			961,50 €
TOTAL Dépenses réelles de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	5 494 847,43 €
Opération d'ordre			788 187,07 €
TOTAL Dépenses de fonctionnement de l'exercice	0,00 €	0,00 €	6 283 034,50 €
		<i>Déficit reporté n-1</i>	0,00 €

Le Budget principal est modifié à compter de 2022 avec la création du budget annexe traitement valorisation des déchets. Ainsi, entre 2020 et 2021, les flux concernant ce budget annexe étaient complètement noyés au sein du budget principal (Cf ci-dessous). A compter de 2022, seules les dépenses de structure et le personnel sont imputées sur le budget principal et faisant l'objet d'une refacturation aux différents budgets annexes.

Le tableau ci-dessous présente les charges d'investissement liées au budget principal depuis 2020 (en € TTC) :

Flux d'investissement	2020	2021	2022
TOTAL dépenses d'investissement			630 533,33 €
<i>Dont remboursement en capital de la dette</i>			391 810,10 €
<i>Dont dépenses d'équipement</i>			236 897,71 €

Les flux d'investissement ci-dessus concernent uniquement les flux de l'année en cours et ne tiennent pas compte des résultats antérieurs.

b) Concernant les charges du budget annexe traitement valorisation des déchets

Le tableau ci-dessous présente les charges de fonctionnement liées au budget annexe traitement valorisation des déchets depuis 2020 (en € TTC) :

Dépenses de fonctionnement	2020	2021	2022
Charges à caractère général	13 683 406,20 €	12 628 588,55 €	14 123 309,74 €
<i>Dont contrats prestation de service</i>	12 305 253,95 €	11 295 474,04 €	10 393 034,17 €
Charges de personnel, frais assimilés	3 890 458,85 €	4 046 811,96 €	0,00 €
Atténuation de produits	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Autres charges de gestion courante	4 689 250,55 €	8 490 976,49 €	6 051 000,00 €
TOTAL charges de gestion courante	22 263 115,60 €	25 166 377,00 €	20 174 309,74 €
Charges financières	68 649,89 €	68 488,03 €	42 711,10 €
Charges exceptionnelles	19 498,62 €	14 837,54 €	0,00 €
TOTAL Dépenses réelles de fonctionnement	22 351 264,11 €	25 249 702,57 €	20 217 020,84 €
Opération d'ordre	913 549,30 €	1 398 470,64 €	853 620,48 €
TOTAL Dépenses de fonctionnement de l'exercice	23 264 813,41 €	26 648 173,21 €	21 070 641,32 €
<i>Déficit reporté n-1</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €

Il est à noter le changement d'architecture budgétaire à compter de 2022. Ainsi, les années 2020 et 2021 retracent les flux du budget général + les flux liés à la compétence traitement valorisation des déchets. A compter de 2022, seuls les flux liés à la compétence traitement valorisation des déchets sont comptabilisés dans le budget annexe. Les autres flux sont ainsi comptabilisés au sein du budget principal.

Enfin, il est à noter également que le budget annexe verse une subvention d'équilibre au budget annexe CVE chaque année. Le montant en 2022 était alors de 6 M€.

Le tableau ci-dessous présente les charges d'investissement liées au budget annexe traitement valorisation des déchets depuis 2020 (en € TTC) :

Flux d'investissement	2020	2021	2022
TOTAL dépenses d'investissement	4 122 430,62 €	5 452 409,36 €	3 028 111,16 €
<i>Dont remboursement en capital de la dette</i>	777 697,61 €	631 479,35 €	220 000,00 €
<i>Dont dépenses d'équipement</i>	3 325 876,09 €	2 007 837,35 €	1 103 975,83 €

Les flux d'investissement ci-dessus concernent uniquement les flux de l'année en cours et ne tiennent pas compte des résultats antérieurs

c) Concernant les charges du budget annexe CVE

Le tableau ci-dessous présente les charges de fonctionnement liées au budget annexe CVE depuis 2020 (en € HT) :

Dépenses de fonctionnement	2020	2021	2022
Charges à caractère général	6 237 392,58 €	6 727 294,93 €	7 558 059,85 €
<i>Dont contrats prestation de service</i>	5 371 474,41 €	5 848 406,71 €	6 556 351,13 €
Charges de personnel, frais assimilés	247 186,00 €	258 935,00 €	0,00 €
Atténuation de produits	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Autres charges de gestion courante	0,92 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL charges de gestion courante	6 484 579,50 €	6 986 229,93 €	7 558 059,85 €
Charges financières	523 988,60 €	429 197,95 €	395 519,65 €
Charges exceptionnelles	51 227,79 €	81 134,15 €	0,00 €
TOTAL Dépenses réelles de fonctionnement	7 059 795,89 €	7 496 562,03 €	7 953 579,50 €
Opération d'ordre	1 779 035,81 €	1 773 709,54 €	1 786 170,73 €
TOTAL Dépenses de fonctionnement de l'exercice	8 838 831,70 €	9 270 271,57 €	9 739 750,23 €
<i>Déficit reporté n-1</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €

Le budget annexe CVE dispose principalement d'un Centre de Valorisation Energétique exploité par un prestataire privé (société CIDEME). Il est à noter également que le personnel en lien avec ce budget (assez faible du fait de la prestation de service à est imputé sur le budget principal du Syndicat à compter de 2022.

Le tableau ci-dessous présente les charges d'investissement liées au budget annexe CVE depuis 2020 (en € HT) :

Flux d'investissement	2020	2021	2022
TOTAL dépenses d'investissement	7 141 962,38 €	13 523 944,00 €	12 402 405,39 €
<i>Dont remboursement en capital de la dette</i>	2 756 187,92 €	2 902 492,42 €	3 337 988,19 €
<i>Dont dépenses d'équipement</i>	3 875 719,64 €	10 044 731,12 €	8 487 696,38 €

Les flux d'investissement ci-dessus concernent uniquement les flux de l'année en cours et ne tiennent pas compte des résultats antérieurs

d) *Concernant les charges du budget annexe gestion de la fonction tri*

Le tableau ci-dessous présente les charges de fonctionnement liées au budget annexe gestion de la fonction tri depuis 2020 (en € TTC) :

Dépenses de fonctionnement	2020	2021	2022
Charges à caractère général		2 697 187,64 €	2 531 286,66 €
<i>Dont contrats prestation de service</i>		2 688 687,64 €	2 304 886,66 €
Charges de personnel, frais assimilés		0,00 €	0,00 €
Atténuation de produits		0,00 €	0,00 €
Autres charges de gestion courante		0,00 €	0,00 €
TOTAL charges de gestion courante	0,00 €	2 697 187,64 €	2 531 286,66 €
Charges financières		0,00 €	75 880,66 €
Charges exceptionnelles		0,00 €	0,00 €
TOTAL Dépenses réelles de fonctionnement	0,00 €	2 697 187,64 €	2 607 167,32 €
Opération d'ordre		0,00 €	0,00 €
TOTAL Dépenses de fonctionnement de l'exercice	0,00 €	2 697 187,64 €	2 607 167,32 €
<i>Déficit reporté n-1</i>		0,00 €	0,00 €

Il est à noter que ce budget annexe débute en 2021 uniquement. La principale charge correspond à la prestation de service de tri des déchets.

Le tableau ci-dessous présente les charges d'investissement liées au budget annexe gestion de la fonction tri depuis 2020 (en € TTC) :

Flux d'investissement	2020	2021	2022
TOTAL dépenses d'investissement		1 848 788,63 €	9 606 060,59 €
<i>Dont remboursement en capital de la dette</i>		0,00 €	516 666,68 €
<i>Dont dépenses d'équipement</i>		1 848 788,63 €	9 089 393,91 €

Les flux d'investissement ci-dessus concernent uniquement les flux de l'année en cours et ne tiennent pas compte des résultats antérieurs

B. Effets de l'adhésion sur les recettes et les ressources de la Communauté d'agglomération et du syndicat ;

1) Recettes de la Communauté d'Agglomération

a) Concernant la compétence traitement des ordures ménagères et assimilés

A compter du 1^{er} janvier 2023 et la dissolution du SMIAA, la Communauté d'Agglomération a récupéré la totalité du budget du Syndicat au sein de son budget principal.

Le tableau ci-dessous présente les flux de fonctionnement et d'investissement en € TTC pour le BP 2023 de l'ancien budget du SMIAA :

Dépenses de fonctionnement	BP 2023
Charges de gestion courante	7 236 400,00 €
Charges de personnel	236 400,00 €
Autres charges	0,00 €
Charges financières	577 200,00 €
Charges exceptionnelles	200 000,00 €
Dotations aux provisions	1 884 400,00 €
Dotations aux amortissements (Ordre)	1 628 719,00 €
Virements à la section investissement (Ordre)	1 428 547,00 €
TOTAL Dépenses de fonctionnement	13 191 666,00 €

Recettes de fonctionnement	BP 2023
Produits de gestion courante	4 137 500,00 €
Impôts et taxes	
Participations groupements	6 362 400,00 €
Autres recettes	69 700,00 €
Produits exceptionnels	1 126 332,00 €
Reprise sur provisions	1 426 800,00 €
Quote part de subvention (Ordre)	68 934,00 €
TOTAL Recettes de fonctionnem	13 191 666,00 €

Dépenses Investissement	BP 2023
Remboursement en capital	1 847 000,00 €
Dépenses équipement	1 179 476,00 €
Créances tiers	1 993 000,00 €
Subvention transférée (Ordre)	68 934,00 €
TOTAL Dépenses investissement	5 088 410,00 €

Recettes investissement	BP 2023
Virement section fonctionnement (Ordre)	1 428 547,00 €
Subvention	36 847,00 €
Emprunt nouveau	
Créances tiers	1 994 297,00 €
Amortissement (Ordre)	1 628 719,00 €
TOTAL Recettes investissement	5 088 410,00 €

b) Concernant la compétence « traitement tri »

Les recettes de valorisation liées au tri sont des recettes qui se rattachent à la compétence de la collecte sélective. Aucune recette n'est donc comptabilisée.

c) *Concernant la compétence déchetterie*

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des recettes en lien avec la compétence déchetterie depuis 2020 (en € TTC) :

Recettes "compétence déchetterie" en € TTC	2020	2021	2022
Recettes de valorisation	310 364,15 €	297 988,82 €	324 300,33 €
TOTAL	310 364,15 €	297 988,82 €	324 300,33 €

Les recettes correspondent aux valorisations matières pour la reprise des matériaux en déchetterie ainsi que les soutiens mobiliers et OCAD3E.

d) *Financement du service*

La Communauté d'agglomération a fait évoluer son financement de la compétence en passant d'un financement par le budget principal pour les années 2020 à 2021 puis par le biais de la TEOM à compter de l'année 2022 :

Recettes de TEOM	2020	2021	2022
Bases fiscales			98 141 074,00 €
Taux			7,0%
Produit total	0,00 €	0,00 €	6 869 875,18 €

Dans le cadre de l'adhésion de la Communauté d'agglomération au Syndicat, aucun n'impact n'est identifié concernant la TEOM. Celle-ci sera toujours levée par la Communauté d'agglomération.

2) Recettes du Syndicat

Le Syndicat dispose de la même architecture budgétaire pour les dépenses et les recettes avec les différents budgets mentionnés ci-dessus.

a) *Concernant les recettes du budget principal du Syndicat*

Le tableau ci-dessous présente les recettes de fonctionnement liées au budget principal depuis 2020 (en € TTC) :

Recettes de fonctionnement	2020	2021	2022
Atténuation de charge			145 540,23 €
Produits des services			4 510 000,00 €
Dotations et participations			3 868,00 €
Autres produits de gestion courantes			0,00 €
TOTAL recettes de gestion courante	0,00 €	0,00 €	4 659 408,23 €
Produits financiers			0,00 €
Produits exceptionnels			62 855,92 €
TOTAL Recettes réelles de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	4 722 264,15 €
Opération d'ordre			1 825,52 €
TOTAL Recettes de fonctionnement de l'exercice	0,00 €	0,00 €	4 724 089,67 €
<i>excédent reporté n-1</i>			1 575 561,81 €

Le Budget principal est modifié à compter de 2022 avec la création du budget annexe traitement valorisation des déchets. Ainsi, entre 2020 et 2021, les flux concernant ce budget annexe étaient complètement noyés au sein du budget principal (Cf ci-dessous). A compter de 2022, seules les recettes de structure sont imputées sur le budget principal.

Le tableau ci-dessous présente les recettes d'investissement liées au budget principal depuis 2020 (en € TTC) :

Flux d'investissement	2020	2021	2022
TOTAL Recettes d'investissement			959 371,47 €
<i>Dont emprunts nouveaux</i>			0,02 €
Solde d'investissement de l'exercice	0,00 €	0,00 €	328 838,14 €

Les flux d'investissement ci-dessus concernent uniquement les flux de l'année en cours et ne tiennent pas compte des résultats antérieurs.

b) Concernant les recettes du budget annexe traitement valorisation des déchets

Le tableau ci-dessous présente les recettes de fonctionnement liées au budget annexe traitement valorisation des déchets depuis 2020 (en € TTC) :

Recettes de fonctionnement	2020	2021	2022
Atténuation de charge	102 733,96 €	134 263,60 €	0,00 €
Produits des services	1 291 471,66 €	1 308 756,04 €	120 307,00 €
Dotations et participations	18 902 768,09 €	21 256 620,27 €	22 336 732,13 €
<i>Dont contributions budgétaires</i>	<i>18 553 750,00 €</i>	<i>20 964 825,01 €</i>	<i>21 861 045,00 €</i>
Autres produits de gestion courantes	184 449,33 €	650 634,08 €	562 768,43 €
TOTAL recettes de gestion courante	20 481 423,04 €	23 350 273,99 €	23 019 807,56 €
Produits financiers	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Produits exceptionnels	294 113,52 €	447 608,91 €	15 236,00 €
TOTAL Recettes réelles de fonctionnement	20 775 536,56 €	23 797 882,90 €	23 035 043,56 €
Opération d'ordre	18 856,92 €	2 813 092,66 €	1 704 135,33 €
TOTAL Recettes de fonctionnement de l'exercice	20 794 393,48 €	26 610 975,56 €	24 739 178,89 €
<i>excédent reporté n-1</i>	<i>5 214 539,93 €</i>	<i>1 612 759,46 €</i>	<i>0,00 €</i>

Il est à noter le changement d'architecture budgétaire à compter de 2022. Ainsi, les années 2020 et 2021 retracent les flux du budget général + les flux liés à la compétence traitement valorisation des

déchets. A compter de 2022, seuls les flux liés à la compétence traitement valorisation des déchets sont comptabilisés dans le budget annexe. Les autres flux sont ainsi comptabilisés au sein du budget principal.

Enfin, il est à noter également que le budget annexe comptabilise à compter de 2022, les participations des adhérents pour la compétence traitement valorisation des déchets et le CVE.

Concernant les contributions budgétaires, le tableau ci-dessous reprend les principes :

Montants des contributions totales	2020	2021	2022	2023
Traitement et valorisation des déchets ménagers	20 553 750,00 €	20 964 825,01 €	21 861 045,00 €	20 898 277,00 €
Clé de répartition				
% à l'habitant	50%	50%	100%	100%
%à la tonne	50%	50%		

De 2020 à 2021, la contribution des membres reposait à 50% en fonction des tonnages et à 50% en fonction des habitants (population INSEE municipale). A compter de 2022, la contribution des membres est 100% en fonction des habitants. La contribution ne dépend alors plus du tout des tonnages apportés. L'ensemble des membres contribue à cette compétence. Au titre de l'année 2023, la contribution par habitant s'élève à 71,32€.

Le tableau ci-dessous présente les recettes d'investissement liées au budget annexe traitement valorisation des déchets depuis 2020 (en € TTC) :

Flux d'investissement	2020	2021	2022
TOTAL Recettes d'investissement	3 260 580,40 €	6 771 889,46 €	4 243 743,21 €
<i>Dont emprunts nouveaux</i>	1 413 509,41 €	3 000 000,00 €	3 000 000,00 €
Solde d'investissement de l'exercice	-861 850,22 €	1 319 480,10 €	1 215 632,05 €

Les flux d'investissement ci-dessus concernent uniquement les flux de l'année en cours et ne tiennent pas compte des résultats antérieurs

c) Concernant les recettes du budget annexe CVE

Le tableau ci-dessous présente les recettes de fonctionnement liées au budget annexe CVE depuis 2020 (en € HT) :

Recettes de fonctionnement	2020	2021	2022
Atténuation de charge	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Produits des services	2 518 237,97 €	2 075 431,73 €	2 651 588,97 €
Dotations et participations	4 500 000,00 €	5 600 000,00 €	7 734 862,70 €
<i>Dont subvention d'équilibre BG</i>	4 500 000,00 €	5 600 000,00 €	6 000 000,00 €
Autres produits de gestion courantes	1 831 356,19 €	1 758 169,70 €	1 924 454,10 €
TOTAL recettes de gestion courante	8 849 594,16 €	9 433 601,43 €	12 310 905,77 €
Produits financiers	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Produits exceptionnels	135 216,00 €	130 851,66 €	15 208,00 €
TOTAL Recettes réelles de fonctionnement	8 984 810,16 €	9 564 453,09 €	12 326 113,77 €
Opération d'ordre	510 054,82 €	576 720,82 €	576 720,82 €
TOTAL Recettes de fonctionnement de l'exercice	9 494 864,98 €	10 141 173,91 €	12 902 834,59 €
<i>excédent reporté n-1</i>	1 658 195,93 €	893 702,13 €	1 764 604,53 €

Le budget annexe CVE dispose principalement d'un Centre de Valorisation Energétique exploité par un prestataire privé (société CIDEME). Le budget enregistre la subvention versée par le budget annexe traitement valorisation des déchets à compter de 2022.

Le tableau ci-dessous présente les recettes d'investissement liées au budget annexe CVE depuis 2020 (en € HT) :

Flux d'investissement	2020	2021	2022
TOTAL Recettes d'investissement	6 872 909,00 €	15 344 486,71 €	8 489 983,92 €
<i>Dont emprunts nouveaux</i>	1 800 000,00 €	11 875 000,00 €	6 000 000,00 €
Solde d'investissement de l'exercice	-269 053,38 €	1 820 542,71 €	-3 912 421,47 €

Les flux d'investissement ci-dessus concernent uniquement les flux de l'année en cours et ne tiennent pas compte des résultats antérieurs

d) Concernant les recettes du budget annexe gestion de la fonction tri

Le tableau ci-dessous présente les recettes de fonctionnement liées au budget annexe gestion de la fonction tri depuis 2020 (en € TTC) :

Recettes de fonctionnement	2020	2021	2022
Atténuation de charge		0,00 €	0,00 €
Produits des services		0,00 €	0,00 €
Dotation et participations		2 697 187,64 €	3 115 160,00 €
<i>Dont contributions budgétaires</i>		2 697 187,64 €	3 115 160,00 €
Autres produits de gestion courantes		0,00 €	0,00 €
TOTAL recettes de gestion courante	0,00 €	2 697 187,64 €	3 115 160,00 €
Produits financiers		0,00 €	0,00 €
Produits exceptionnels		0,00 €	0,00 €
TOTAL Recettes réelles de fonctionnement	0,00 €	2 697 187,64 €	3 115 160,00 €
Opération d'ordre		0,00 €	0,00 €
TOTAL Recettes de fonctionnement de l'exercice	0,00 €	2 697 187,64 €	3 115 160,00 €
<i>excédent reporté n-1</i>		0,00 €	0,00 €

Il est à noter que ce budget annexe débute en 2021 uniquement. La principale recette correspond aux contributions budgétaires versées par les membres.

Concernant les contributions budgétaires, le tableau ci-dessous reprend les principes :

Montants des contributions totales	2020	2021	2022	2023
Clé de répartition			3 115 160,00 €	3 715 555,00 €
<i>% à l'habitant</i>			100%	100%
<i>% à la tonne</i>				

A compter de 2022, la contribution budgétaire pour la compétence tri repose à 100% sur une contribution à l'habitant (population INSEE municipale) et non en fonction des tonnages apportés par les membres. La totalité des membres contribue à cette compétence. Au titre de l'année 2023, le montant de la contribution par habitant est de 12,68€.

Le tableau ci-dessous présente les recettes d'investissement liées au budget annexe gestion de la fonction tri depuis 2020 (en € TTC) :

Flux d'investissement	2020	2021	2022
TOTAL Recettes d'investissement		8 680 000,00 €	6 456 294,94 €
<i>Dont emprunts nouveaux</i>		8 500 000,00 €	6 000 000,00 €

Les flux d'investissement ci-dessus concernent uniquement les flux de l'année en cours et ne tiennent pas compte des résultats antérieurs

C. Impacts de l'adhésion sur l'équilibre financier du syndicat et sur la Communauté d'Agglomération

1) Equilibre financier du syndicat

Au regard de l'impact de l'adhésion de la Communauté d'agglomération sur le Syndicat, il est nécessaire d'apprécier l'équilibre budgétaire de chaque budget au regard des différents ratios financiers.

Le tableau ci-dessous présente les ratios financiers du budget principal à compter de 2022 et la nouvelle architecture budgétaire :

Ratios d'analyse	2020	2021	2022
Epargne de gestion			-794 904,93 €
Epargne brute (<i>hors charges exceptionnelles</i>)			-771 621,78 €
Epargne nette			-1 163 431,88 €
Taux d'épargne brute (en %)			-16%
Capacité de désendettement (en année)			ns

Le budget principal affiche des ratios de gestion négatif en 2022 avec une forte épargne nette négative.

Le tableau ci-dessous présente les ratios financiers du budget annexe traitement valorisation des déchets à compter de 2020 et la nouvelle architecture budgétaire :

Ratios d'analyse	2020	2021	2022
Epargne de gestion	-1 781 692,56 €	-1 816 103,01 €	2 845 497,82 €
Epargne brute (<i>hors charges exceptionnelles</i>)	-1 556 228,93 €	-1 436 982,13 €	2 818 022,72 €
Epargne nette	-2 333 926,54 €	-2 068 461,48 €	2 598 022,72 €
Taux d'épargne brute (en %)	-7%	-6%	12%
Capacité de désendettement (en année)	ns	ns	2,53

La situation financière à fin 2022 est confortable avec un taux d'épargne brute à 12% et une capacité de désendettement inférieure à 5 ans. Le budget annexe est alors en bonne santé financière.

Le tableau ci-dessous présente les ratios financiers du budget annexe CVE à compter de 2020 et la nouvelle architecture budgétaire :

Ratios d'analyse	2020	2021	2022
Epargne de gestion	2 365 014,66 €	2 447 371,50 €	4 752 845,92 €
Epargne brute (<i>hors charges exceptionnelles</i>)	1 976 242,06 €	2 149 025,21 €	4 372 534,27 €
Epargne nette	-779 945,86 €	-753 467,21 €	1 034 546,08 €
Taux d'épargne brute (en %)	22%	22%	35%
Capacité de désendettement (en année)	6,71	10,35	5,71

La situation financière du budget annexe CVE s'améliore à fin 2022. Il est à noter qu'un nouveau budget annexe serait réalisé par le SIAVED afin de prendre en compte les flux financiers de l'ancien budget du SMIAA de la Communauté d'Agglomération.

En analysant les deux budgets annexes et le budget principal, il est constaté que le résultat de fonctionnement cumulé des trois budgets **dégage un excédent de fonctionnement en moyenne sur les trois dernières années de 5.6M€.**

Cet excédent de fonctionnement vient alors financer pour partie la section d'investissement, permettant dès lors de dégager un **excédent global (y compris report) moyen sur les trois dernières années de 4.9M€** environ et une montée en puissance des excédents (passant de 2.9M€ en 2020 à 7.2M€ en 2022). Cet excédent représente dès lors un montant moyen sur les trois dernières années **d'environ 16.5€/habitant.**

Le tableau ci-dessous présente les ratios financiers du budget annexe gestion de la fonction tri à compter de 2020 et la nouvelle architecture budgétaire :

Ratios d'analyse	2020	2021	2022
Epargne de gestion		0,00 €	583 873,34 €
Epargne brute (<i>hors charges exceptionnelles</i>)		0,00 €	507 992,68 €
Epargne nette		0,00 €	-8 674,00 €
Taux d'épargne brute (en %)		0%	16%
Capacité de désendettement (en année)		#DIV/0!	27,56 €

Le budget annexe présente une situation financière complexe avec une épargne nette négative et une capacité de désendettement très élevée.

2) Impacts pour la Communauté d'agglomération

Le tableau ci-dessous présente les coûts nets par compétence ainsi que le coût net par habitant et par compétence depuis 2020 :

Compétence	2020	2021	2022
Traitement des OM			
Coût net	3 600 000,00 €	4 484 688,08 €	4 298 588,87 €
Population INSEE (Municipale)			125085
Coût net / habitant			34,37 €
Traitement tri			
Coût net		1 497 120,29 €	1 413 348,00 €
Population INSEE (Municipale)			125085
Coût net / habitant			11,30 €
Déchetterie			
Coût net		3 196 904,36 €	2 873 174,04 €
Population INSEE (Municipale)			125085
Coût net / habitant			22,97 €

La population utilisée pour réaliser les calculs est la population INSEE municipale. Il s'agit du critère utilisé par le SIAVED afin d'établir les contributions budgétaires.

Dans le cadre de l'adhésion au SIAVED, et toute chose égale par ailleurs, le coût net de chaque compétence devrait être incorporé aux contributions demandées aux membres du SIAVED dès l'adhésion de la Communauté d'agglomération.

Ainsi, il est possible de simuler la contribution pour le budget annexe traitement valorisation des déchets par habitant en lien avec l'adhésion de la Communauté :

Budget annexe Traitement valorisation des déchets	Simulation base 2023
Coût net de la CA (traitement OM + Déchetterie) en 2022	7 171 762,91 €
Montant de la contribution demandée par le SIAVED en 2023	20 898 277,00 €
TOTAL du nouveau montant de contribution	28 070 039,91 €
Population CAPH INSEE (Municipale) 2023)	157752
Population CA2A INSEE (Municipale) (2023)	63789
Population INSEE CCCO (Municipale) (2023)	71494
Population INSEE CAMVS (municipale) (2023)	124770
TOTAL population municipale	417805
Contribution à l'habitant estimé	67,18 €

Le montant de la contribution à l'habitant ressortirait à **67.18€** avec les hypothèses retenues ci-dessus. Le coût net par habitant de la CAMVS en 2022 pour la compétence OM et déchetterie ressortait à **57.34€**.

ATTENTION : les simulations ci-dessus sont données à titre indicatif seulement et ne peuvent constituer des montants de références pour les prochaines années dans la mesure où les simulations sont prises toute chose égale par ailleurs et sans tenir compte des optimisations de charges et de recettes possibles du fait de l'adhésion et en ne retenant que le périmètre de la CAMVS adhérent au SIAVED. En outre, les simulations ne prennent pas en compte tous les impacts potentiels en lien avec l'adhésion sur le personnel et notamment les ajustements nécessaires qui seront probablement réalisés concernant les avantages sociaux. Enfin, les niveaux de service rendus sont différents entre les deux EPCI nécessitant d'analyser les contributions à l'aune de cet élément technique.

Il est possible de simuler la contribution pour le budget annexe tri par habitant en lien avec l'adhésion de la Communauté :

Budget annexe tri	Simulation base 2023
Coût net de la CA (tri) en 2022	1 413 348,00 €
Montant de la contribution demandée par le SIAVED en 2023	3 715 555,00 €
TOTAL du nouveau montant de contribution	5 128 903,00 €
Population CAPH INSEE (Municipale) 2023)	157752
Population CA2A INSEE (Municipale) (2023)	63789
Population INSEE CCCO (Municipale) (2023)	71494
Population INSEE CAMVS (municipale) (2023)	124770
TOTAL population municipale	417805
Contribution à l'habitant estimé	12,28 €

Le montant de la contribution à l'habitant ressortirait à **12,28€** avec les hypothèses retenues ci-dessus. Le coût net par habitant de la CAMVS en 2022 pour la compétence tri ressortait à **11,30€**.

ATTENTION : les simulations ci-dessus sont données à titre indicatif seulement et ne peuvent constituer des montants de références pour les prochaines années dans la mesure où les simulations

sont prises toute chose égale par ailleurs et sans tenir compte des optimisations de charges et de recettes possibles du fait de l'adhésion et en ne retenant que le périmètre de la CAMVS adhérent au SIAVED. En outre, les simulations ne prennent pas en compte tous les impacts potentiels en lien avec l'adhésion sur le personnel et notamment les ajustements nécessaires qui seront probablement réalisés concernant les avantages sociaux. Enfin, les niveaux de service rendus sont différents entre les deux EPCI nécessitant d'analyser les contributions à l'aune de cet élément technique.

En synthèse, l'impact de la potentielle adhésion peut être résumé au sein du tableau ci-dessous pour la Communauté :

Synthèse de la fiche d'impact : contribution par habitant	Coût actuel Communauté	Coût actuel SIAVED	Coût avec adhésion SIAVED
Compétence tri	11,30 €	12,68 €	12,28 €
Compétence déchetterie / traitement des OM	57,34 €	71,32 €	67,18 €
TOTAL	68,63 €	84,00 €	79,46 €

Au global, le coût actuel de la Communauté (Traitement des OM, déchetterie et traitement du tri) ressort à **68.63€ par habitant** (coût 2022) contre 84€ par habitant au SIAVED (Contribution 2023).

Il est à noter que le coût de la compétence déchetterie et traitement des OM pour le SIAVED comporte un excédent non négligeable représentant en moyenne sur les trois dernières années environ 16.5€/ habitant. Diminué de cet excédent, le coût actuel total du SIAVED ressortirait alors à hauteur de 67.50€ par habitant contre 84€ par habitant.

Avec adhésion au SIAVED, la contribution à l'habitant serait estimée à **79.46€**, en partant du coût actuel du SIAVED à hauteur de 84€ par habitant.

ATTENTION : les simulations ci-dessus sont données à titre indicatif seulement et ne peuvent constituer des montants de références pour les prochaines années dans la mesure où les simulations sont prises toute chose égale par ailleurs et sans tenir compte des optimisations de charges et de recettes possibles du fait de l'adhésion et en ne retenant que le périmètre de la CAMVS adhérent au SIAVED. En outre, les simulations ne prennent pas en compte tous les impacts potentiels en lien avec l'adhésion sur le personnel et notamment les ajustements nécessaires qui seront probablement réalisés concernant les avantages sociaux. Enfin, les niveaux de service rendus sont différents entre les deux EPCI nécessitant d'analyser les contributions à l'aune de cet élément technique.

D. Proposition de clef de répartition de l'actif et du passif entre la Communauté d'Agglomération et établissements publics concernés.

1) Actif transféré de la Communauté d'agglomération au SIAVED

Le tableau ci-dessous présente l'actif de la Communauté d'agglomération concernant la compétence déchetterie qui serait transféré au SIAVED. Cet actif concerne uniquement la compétence déchetterie et impacterait dès lors le budget annexe traitement valorisation des déchets :

Actif déchetterie	Valeur brute
Aulnoye	200 349,35 €
BACS STOCKAGE BOUTEILLES DE GAZ DECHETTERIE AA	821,65 €
DECHETTERIE AULNOYE	112 915,45 €
DECHETTERIE AULNOYE-AYMERIES	71 518,35 €
MS06 TVX CLOTURE DECHETTERIE AA	15 093,90 €
Jeumont	1 909 959,27 €
Acqui. terrains Jeumont pour nvlle déchetterie	109 986,49 €
BACS STOCKAGE BOUTEILLES DE GAZ DECHETTERIE JMT	821,65 €
BATIMENT MODULAIRE ALGECO DECHETTERIE JEUMONT	17 405,89 €
CLOTURE DECHETTERIE JEUMONT	7 507,39 €
DECHETTERIE JEUMONT	1 582 681,27 €
MOE DECHETTERIE JEUMONT	108 629,15 €
PARAFOUDRE DECHETTERIE JEUMONT	1 788,48 €
PORTILLON À LA DÉCHETTERIE DE JEUMONT	6 892,46 €
Travaux déchetterie de Jeumont	74 246,49 €
Maubeuge	209 345,28 €
BACS STOCKAGE BOUTEILLES DE GAZ DECHETTERIE MBGE	821,66 €
CONTAINERS & CADENAS DECHETTERIE MBGE	16 205,80 €
DECHETTERIE MAUBEUGE	50 111,04 €
TERRAIN DECHETTERIE MAUBEUGE	592,97 €
Travaux déchetterie de Maubeuge	112 397,95 €
trx déchet maubeuge	0,00 €
TVX DÉCHETTERIE DE MAUBEUGE	29 215,86 €
Saint Rémy	82 843,51 €
AMENAGEMENT AIRE BENNE DECHETS VERTS ST REMY CH	5 695,05 €
DECHETERIE ST REMY DU NORD	77 148,46 €
(vide)	1 531 078,59 €
3 TRANSPALETTES 2,5 T DECHETTERIES	678,13 €
ACCES DECHETTERIE	8 624,34 €
ARMOIRES & TABLES DECHETTERIES	1 722,91 €
Avance déchetterie MBGR 11.145	13 389,09 €
COLLECTEURS & EGOUT'HUILE DECHETTERIES/MANERGO	12 988,56 €
Containers déchetteries	986,70 €
Containers maritimes dechetteries	4 544,80 €
CRÉATION D'UNE BOUCHE D'INCENDIE DECHETTERIE SRN	12 159,22 €
DECHETTERIES	1 298 667,15 €
FOURNITURE INSTAL DEPOSE MODULAIRES DECHETTERIES C	176 348,93 €
Intervention sur candélabre accidenté à la déchète	968,76 €
(vide)	
Total général	3 933 576,00 €

Pour la compétence Traitement tri aucun actif n'a été identifié.

Concernant la compétence traitement des Ordures ménagères et assimilées, l'annexe n°1 retrace l'actif de l'ancien SMIAA qui a été transféré à la Communauté d'Agglomération suite

à la dissolution du SMIAA. L'actif serait alors transféré au SIAVED également, venant a priori ajouter un nouveau budget annexe CVE spécifique.

2) *Passif transféré de la Communauté d'agglomération au SIAVED*

La Communauté d'agglomération ne dispose pas de dette affectée partiellement ou totalement aux compétences transférées en dehors de la compétence traitement des déchets ménagers et assimilés et en lien avec la dissolution de l'ancien SMIAA. Le tableau ci-dessous résume les contrats de prêt qui seraient transférés à ce titre :

EMPRUNTS ISSUS DU SMIAA			Echéances
CFFIL	Financement travaux mise en conformité CVE 1999-2003	MON 282110	01/02/2029
CFFIL	Financement travaux mise en conformité CVE 1999-2003	MON278885	01/06/2027
CFFIL	Financement travaux mise en conformité 2005 mesure semi continue dioxines	MON273051EUR	01/01/2026
DCL	Financement travaux bâtiment ECOPOLE	MIN264286EUR	01/07/2029
DCL	Financement travaux mise en conformité CVE 1999-2003	MIS278886EUR-2	01/12/2029
DCL	Financement travaux mise en conformité CVE 1999-2003	MON283473EUR	01/06/2034
CAISSE EPARGNE	Financement travaux mise en conformité CVE 2005	201201416	25/10/2024
CAISSE EPARGNE	Financement travaux mise en conformité CVE 2005	201201417	25/07/2025
CAISSE EPARGNE	Financement travaux alimentation RCU	9229922/5473871	05/06/2040
CREDIT AGRICOLE	Financement travaux avenant 5 mise en conformité BREF	10002303965	01/06/2037

Concernant les subventions d'investissement reçues, l'annexe n°2 retrace l'ensemble des subventions reçues par le SMIAA et qui a fait l'objet d'un transfert à la CAMVS. Ces subventions seraient transférées également au SIAVED en cas d'adhésion.

Concernant les compétences traitement tri et déchetteries, une dotation de soutien à l'investissement local pour la mise aux normes des déchetteries par l'installation de conteneurs déchets ménagers spéciaux et rénovation éclairage a été notifiée par arrêté de la préfecture de la Région Hauts de France en date du 14 mars 2022 pour un montant prévisionnel de 92 000€. Cette subvention serait également transférée au SIAVED en cas d'adhésion.

IV. Effets de l'adhésion sur l'organisation des services de la CAMVS et du Syndicat

Pour rappel, en application de l'article D.5211-18-3 du CGCT :

« Le document prévu à l'article L. 5211-39-2 décrit, à la date de la demande ou de l'initiative et sur la base des informations communiquées, les effets de la mise en œuvre de l'opération envisagée sur l'organisation des services des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale concernés ainsi que sur les personnels affectés dans ces services.

Il indique, le cas échéant, si ces opérations déclenchent des transferts de personnels ou la mise à disposition de tout ou partie de services.

Il indique, le cas échéant, une clé de répartition estimative des personnels entre les communes et établissements publics concernés par la demande ou l'initiative.

Il précise le nombre de fonctionnaires et d'agents contractuels concernés et, s'agissant des agents titulaires, leur cadre d'emplois ».

A. Incidences sur les agents de la Communauté

1. Rappel des règles applicables

A cet égard, en application de l'article L. 5211-4-1 du CGCT :

*« I. - Le transfert de compétences d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale entraîne le transfert du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre. Toutefois, dans le cadre d'une bonne organisation des services, une commune **peut** conserver tout ou partie du service concerné par le transfert de compétences, **à raison du caractère partiel de ce dernier.***

*Les **fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions** dans un service ou une partie de service transféré en application de l'alinéa précédent sont transférés dans l'établissement public de coopération intercommunale. **Ils relèvent de cet établissement dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.***

Les modalités du transfert prévu aux deux premiers alinéas du présent I font l'objet d'une décision conjointe de la commune et de l'établissement public de coopération intercommunale. Cette décision est prise après établissement d'une fiche d'impact décrivant notamment les effets du transfert sur l'organisation et les conditions de travail, ainsi que sur la rémunération et les droits acquis des fonctionnaires et des agents territoriaux non titulaires concernés. La fiche d'impact est annexée à la décision. Les accords conclus préalablement à la décision sont annexés à la décision. La décision et ses annexes sont soumises à l'avis du ou des comités sociaux territoriaux compétents.

Le transfert peut être proposé aux fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires exerçant pour partie seulement dans un service ou une partie de service transféré. En cas de refus, ils sont de plein droit et sans limitation de durée mis à disposition, à titre individuel et pour la partie de leurs fonctions relevant du service ou de la partie de service transféré, du président de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. Ils sont placés, pour l'exercice de cette partie de leurs fonctions, sous son autorité fonctionnelle. Les modalités de cette mise à disposition sont réglées par une convention conclue entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale.

Les agents transférés en vertu des alinéas précédents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

II. - Lorsqu'une commune a conservé tout ou partie de ses services dans les conditions prévues au premier alinéa du I, ces services sont en tout ou partie mis à disposition de l'établissement public de coopération intercommunale auquel la commune adhère pour l'exercice des compétences de celui-ci.

III. - Les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

IV. - Dans le cadre des mises à disposition prévues aux II et III, une convention conclue entre l'établissement public de coopération intercommunale et chaque commune intéressée en fixe les modalités après consultation des comités sociaux territoriaux compétents. Cette convention prévoit notamment les conditions de remboursement par la commune ou l'établissement public bénéficiaire de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service. Les modalités de ce remboursement sont définies par décret.

Le maire ou le président de l'établissement public adresse directement au chef du service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie audit service. Il contrôle l'exécution de ces tâches.

Il peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au chef dudit service pour l'exécution des missions qu'il lui confie en application de l'alinéa précédent.

Les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires affectés au sein d'un service ou d'une partie de service mis à disposition en application des II ou III sont de plein droit et sans limitation de durée mis à disposition, à titre individuel, selon le cas, du président de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire. Ils sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous son autorité fonctionnelle. Les modalités de cette mise à disposition sont réglées par la convention prévue au premier alinéa du présent IV ».

En l'espèce, il n'est envisagé qu'un transfert partiel de la compétence « collecte et traitement des déchets ménagers » au SIAVED relatif au traitement et au tri. La CAMVS disposera alors de l'alternative suivante : soit, dans le cadre d'une bonne organisation de ses services, décider de conserver leurs services affectés aux compétences transférées, soit décider de ne pas conserver de tels services.

1.1. 1^{ère} hypothèse : la CAMVS décide de conserver ses services

Dans une telle situation, la CAMVS nouvellement adhérente au SIAVED pour les compétences « traitement et valorisation des déchets » pourrait décider de conserver tout ou partie du service affecté à la partie de compétence « collecte et traitement des déchets ménagers » transférée, en arguant de la nécessité d'assurer la bonne administration de leur service.

En effet, dans la mesure où elle conserve la partie de sa compétence relative à la collecte des déchets ménagers et assimilés, elle pourrait considérer que la bonne organisation de ses services impose de conserver l'ensemble de ses agents et de ne prévoir qu'une mise à disposition de ce service au SIAVED.

Dans une telle hypothèse, le ou les parties de services affectées à l'exercice de la compétence « traitement – tri – déchetteries » transférée au SIAVED seront mis à disposition du SIAVED. Cette mise à disposition, quoiqu'elle demeure de nature conventionnelle, n'en est pas moins automatique : la communauté qui décide de ne pas transférer un service correspondant à une compétence transférée partiellement, est tenue de le mettre à disposition, en tout ou partie, du SIAVED (article L.5211-4-1 II du CGCT).

L'article L. 5211-4-1 IV dernier alinéa du CGCT prévoit que les fonctionnaires et agents affectés au service mis à disposition sont de plein droit (l'accord de l'agent n'est pas requis), sans limitation de durée et à titre individuel, mis à disposition du SIAVED bénéficiaire de la mise à disposition de service. Les modalités de leur mise à disposition doivent être fixées dans la convention (condition d'organisation du travail, relation avec les agents de la collectivité bénéficiaire de la mise à disposition, etc.).

Les fonctionnaires, quelle que soit leur position statutaire, et agents non titulaires sont traités de la même manière.

Les agents mis à disposition demeurent statutairement employés par la communauté les mettant à disposition, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs. Ainsi, ils continuent de percevoir la rémunération versée par leur autorité de nomination (président de la communauté), et ils conservent leur déroulement de carrière antérieur et l'ensemble des autres droits tels qu'institués dans leur communauté d'origine (congrés annuels, autorisation d'absence, temps de travail, etc.).

Pendant cette mise à disposition, les agents sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous l'autorité fonctionnelle de l'exécutif du SIAVED bénéficiaire de la mise à disposition, qui adresse directement au chef de service mis à disposition les instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie au service et qui en contrôle l'exécution. Cet exécutif peut, en outre, donner sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au chef de service pour l'exécution des missions qu'il lui confie. Il y a ainsi transfert de l'autorité hiérarchique au profit de l'autorité auprès de laquelle les agents sont mis à disposition. Toutefois, les agents relèvent toujours de leur employeur d'origine (la communauté) pour tout ce qui concerne leur situation statutaire et individuelle (gestion de leur carrière). Le président du SIAVED (bénéficiant de la mise à disposition) pourra saisir, en tant que de besoin, l'autorité de nomination (le Président de la Communauté) d'un agent pour mettre en œuvre une procédure disciplinaire.

La mise en œuvre de cette hypothèse impliquera que :

- la communauté décide, en arguant de la bonne organisation de ses services, de conserver l'ensemble de son service affecté à l'exercice de la compétence transférée au SIAVED ;
- et, qu'une convention de mise à disposition de service dite ascendante soit conclue entre le SIAVED et la communauté, après avis du comité social territorial du SIAVED et de la communauté.

1.2. 2^{ème} hypothèse : la CAMVS décide de ne pas conserver ses services

A l'inverse, la CAMVS nouvellement adhérente au SIAVED pourrait décider de ne pas conserver de tels services. Dans cette situation, le service ou la partie de service sera transférée au SIAVED. La situation des agents de la communauté nouvellement adhérente variera selon qu'ils exercent leurs fonctions en totalité ou en partie seulement, dans le service relatif aux opérations de traitement et de tri transférées :

- Les agents qui exercent en totalité leurs fonctions dans ce service transféré au SIAVED sont transférés de plein droit au SIAVED : leur accord n'est pas requis et ils ne peuvent pas s'opposer à ce transfert (par exemple, il pourrait s'agir des éventuels agents du SMIAA repris par la CAMVS).

- Les agents qui exercent leurs fonctions pour partie seulement dans ce service transféré peuvent se voir proposer par la communauté leur transfert au SIAVED. Trois solutions peuvent alors être distinguées :
 - Si le transfert n'est pas proposé aux agents : ils demeurent agents de la Communauté. La Communauté doit alors réorganiser ses services pour confier à ces agents des missions complémentaires afin de combler les missions qui étaient assurées par les agents, et qui sont transférées au SIAVED.
 - Si le transfert leur est proposé et que les agents l'acceptent : ils sont transférés pour la totalité de leur temps de travail au SIAVED. Dans ce cas également, des solutions doivent être mises en œuvre par le SIAVED, soit en confiant à l'agent des missions nouvelles, en complément de celles qu'il assurait déjà et qui sont reprises par le SIAVED, soit en mettant l'agent individuellement à disposition de la Communauté membre pour une partie de son temps de travail⁹ ou dans le cadre d'une mise à disposition de services dite descendante¹⁰, afin qu'il poursuive l'exercice des missions conservées par la Communauté.
 - Si le transfert leur est proposé mais que les agents le refusent : ils demeurent agents communautaires, mais sont de plein droit mis à disposition, à titre individuel et pour la partie de leurs fonctions relevant du service ou de la partie de service transféré, du Président du SIAVED. Ils sont alors placés, pour l'exercice de ces fonctions, sous l'autorité fonctionnelle du Président du SIAVED, et une convention doit être conclue entre la communauté et le SIAVED pour définir les modalités de la mise à disposition. L'accord de l'agent n'est pas requis pour précéder à une telle mise à disposition.

a) Situation des agents transférés au SIAVED

Conformément aux dispositions de l'article L 5211-4-1 I du CGCT, les agents transférés relèveront du SIAVED dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs. Cela signifie notamment qu'un fonctionnaire conserve bien entendu son grade, et qu'un agent contractuel conserve le bénéfice de son contrat (par exemple un agent employé dans le cadre d'un CDI, conserve ce CDI).

Les dispositions légales prévoient en outre que les agents transférés conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable, ainsi que, à titre individuel, les avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération (cf. notamment article L714-9 du code général de la fonction publique).

⁹ Article 61 de la loi du 26 janvier 1984.

¹⁰ Article L. 5211-4-1 III du CGCT.

Outre la question de la rémunération, les dispositions de l'article L5111-7 du CGCT permettent aux agents transférés de conserver le bénéfice des droits dont ils bénéficiaient en matière de protection sociale complémentaire. En pratique, le nouvel employeur se trouve substitué de plein droit à l'ancien pour l'exécution de la convention de participation, et, le cas échéant, du contrat de protection sociale complémentaire éventuellement conclu par l'ancien employeur. La convention, et, le cas échéant, le contrat, sont, par principe, exécutés jusqu'à leur échéance, sauf accord entre l'ancien employeur, le nouvel employeur, et l'organisme. Par ailleurs, les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables au titre d'un contrat ou règlement labellisé.

Pour le reste, les conditions de travail des agents transférés peuvent être modifiées. Notamment, leurs missions peuvent évoluer, sous réserve de continuer à relever de leur grade, ou, pour les agents contractuels, sous réserve d'une modification de leur contrat. De même, leur lieu de travail peut changer, et une indemnité de mobilité peut leur être versée, en cas d'allongement de la distance entre leur résidence familiale et leur nouveau lieu de travail. Enfin, les agents transférés peuvent être soumis à de nouvelles règles collectives de travail, notamment en ce qui concerne l'organisation du temps de travail.

Le transfert des agents de la communauté au SIAVED impliquera de mettre en œuvre la procédure suivante :

- Elaboration des fiches d'impact. Ces fiches d'impact sont destinées à informer les agents sur les incidences de leur transfert. Elles doivent notamment décrire les effets du transfert sur l'organisation et les conditions de travail, ainsi que sur la rémunération et les droits acquis des agents. Les fiches d'impact pourront donc contenir divers renseignements, tels que : le lieu de travail, une présentation du SIAVED, l'identification du responsable hiérarchique de l'agent, les conditions de rémunération (question du maintien du régime indemnitaire et des avantages acquis), les droits à congés, les règles relatives aux CET, la fiche de poste...
- Adoption de décisions conjointes de la communauté et du SIAVED énonçant les modalités du transfert. Ces décisions conjointes devront prendre la forme de délibérations concordantes du conseil communautaire et du comité syndical du SIAVED, qui devront lister les services et emplois transférés en terme identiques. Ces délibérations permettront par ailleurs, au SIAVED, de créer les emplois afférents, et, à la communauté, de supprimer les emplois des agents transférés.

Avant l'adoption de ces délibérations, les décisions conjointes, auxquelles doivent être annexées les fiches d'impact, doivent être soumises à l'avis des comités sociaux territoriaux de la communauté et du SIAVED.

b) Situation des agents mis à disposition à titre individuel du SIAVED

L'article L. 5211-4-1 I alinéa 4 du CGCT prévoit que les fonctionnaires et agents territoriaux non titulaires affectés en partie au service transféré qui refuseraient le transfert, sont de plein droit (l'accord de l'agent n'est pas requis), sans limitation de durée et à titre individuel, mis à disposition du SIAVED pour la partie de leur temps de travail préalablement consacré à la compétence transférée. Les modalités de leur mise à disposition doivent être fixées dans la convention (condition d'organisation du travail, relation avec les agents de la collectivité bénéficiaire de la mise à disposition, etc.).

Les fonctionnaires, quelle que soit leur position statutaire, et agents non titulaires sont traités de la même manière.

Les agents mis à disposition demeurent statutairement employés par la communauté les mettant à disposition, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs. Ainsi, ils continuent de percevoir la rémunération versée par leur autorité de nomination (président de la communauté), et ils conservent leur déroulement de carrière antérieur et l'ensemble des autres droits tels qu'institués dans leur communauté d'origine (congrés annuels, autorisation d'absence, temps de travail, etc.).

Pendant cette mise à disposition, les agents sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous l'autorité fonctionnelle de l'exécutif du SIAVED bénéficiaire de la mise à disposition. Il y a ainsi transfert de l'autorité hiérarchique au profit de l'autorité auprès de laquelle les agents sont mis à disposition. Toutefois, les agents relèvent toujours de leur employeur d'origine (la communauté) pour tout ce qui concerne leur situation statutaire et individuelle (gestion de leur carrière). Le président du SIAVED (bénéficiant de la mise à disposition) pourra saisir, en tant que de besoin, l'autorité de nomination (le Président de la Communauté) d'un agent pour mettre en œuvre une procédure disciplinaire.

2. Application de ces règles pour les services de la communauté

2.1. Etat des lieux

Seule une partie des agents relevant de la Direction des services techniques et affectés au sein du service prévention et valorisation des déchets sera concernée par l'adhésion au SIAVED.

Le service prévention et valorisation des déchets est placée sous la responsabilité de Madame Catherine PARISOT, cheffe de service, et est composé :

- De 7 ambassadeurs du tri, qui ne sont pas concernés par le transfert de compétences et l'adhésion au SIAVED ;
- Du service « déchetteries et bacs roulants », placé sous la responsabilité de Monsieur Freddy LELEUX, et concerné par l'adhésion au SIAVED ;

La masse salariale valorisée concernant les services de la Communauté est la suivante :

TOTAL

644 006,55 €

a) Agents non affectés à la compétence transférée

Ne sont pas affectés à la compétence transférée et par conséquent ne sont pas concernés par l'adhésion au SIAVED :

- Tous les agents relevant des services autres que ceux relevant des services techniques ;
- Les agents relevant des services techniques et ne relevant pas du service « prévention et valorisation des déchets » ;
- Les 7 ambassadeurs du tri relevant du service « prévention et valorisation des déchets » ;
- Les deux agents du service bac qui sont affectés à la compétence « collecte ».

b) Agents affectés en totalité à la compétence transférée

Consacrent l'intégralité de leur temps de travail à la compétence transférée au SIAVED, les agents suivants :

- 1 Adjoint technique territorial, gardien de déchetteries, affecté à la Déchetterie de St Remy
- 1 Adjoint technique territorial, gardien de déchetteries, affecté à la Déchetterie Jeumont
- 1 Technicien principal de 2ème classe, responsable déchetteries et bacs roulants ;
- 1 Agent de maîtrise, gardien de déchetteries, affecté à la Déchetterie St Remy ;
- 1 Adjoint technique territorial principal de 1ère classe, gardien de déchetteries, affecté à la Déchetterie Aulnoye-Aymeries ;
- 1 Adjoint technique territorial, gardien de déchetteries, affecté à la Déchetterie Jeumont ;
- 1 Adjoint technique territorial principal de 2ème classe, gardien de déchetteries, affecté à la Déchetterie St Remy ;
- 1 Adjoint technique territorial, gardien de déchetteries, affecté à la Déchetterie Maubeuge ;
- 1 Adjoint technique territorial, Gardien volant ;
- 1 Adjoint technique territorial, gardien de déchetteries, affecté à la Déchetterie Maubeuge ;
- 1 Adjoint technique territorial, Gardien volant ;
- 1 Adjoint technique territorial, Gardien volant ;
- 1 Adjoint technique territorial, gardien de déchetteries, affecté à la Déchetterie Maubeuge ;

- 1 Adjoint technique territorial **contractuel** à temps non complet (20 h), gardien de déchetteries, affecté à la Déchetterie Aulnoye-Aymeries, dont le contrat arrive à échéance le 30 juin 2023 mais sera renouvelé ;
- 1 Adjoint technique territorial **contractuel** à temps non complet (20h), gardien de déchetteries, affecté à la Déchetterie Aulnoye-Aymeries, dont le contrat arrive à échéance le 31 mai 2023 mais sera renouvelé ;
- 1 Adjoint technique territorial **contractuel** à temps non complet (20h), Gardien volant, dont le contrat arrive à échéance le 10 juillet 2023 mais sera renouvelé ou remplacé ;
- 1 Ingénieur en chef hors classe **contractuelle en CDI**, cheffe du service valorisation énergétique des déchets ;
- 1 Adjoint administratif territorial, chargée de mission communisation au sein du service valorisation énergétique des déchets ;
- 1 adjoint technique contractuel ;
- 1 adjoint technique territorial, contractuel, gardien volant ;

c) Agents affectés en partie à la compétence transférée

Ne sont affectés que pour partie à la compétence transférée les agents suivants :

- deux assistantes administratives mais dont la multitude d'attributions au sein du service ne permet pas d'identifier la part affectée à la compétence transférée.

Il peut en outre être estimé que sont consacrés à la compétence transférée :

- environ 5,5% du temps annuel du service RH est affecté à la compétence transférée ;
- environ 25% du temps annuel du service « administration générale et juridique commande publique » ;
- environ 25 % du temps annuel du service « finances ».

2.2. Incidences de l'adhésion au SIAVED sur le personnel de la Communauté

La communauté a décidé de ne pas conserver ses services dans le cadre de la bonne organisation de ses services.

1) Agents transférés au SIAVED

Seront transférés de plein droit les agents suivants qui consacrent l'intégralité de leur temps de travail à la compétence transférée au SIAVED :

- 1 Adjoint technique territorial, affecté à la Déchetterie de St Remy
- 1 Adjoint technique territorial, affecté à la Déchetterie Jeumont
- 1 Agent de maîtrise, affecté à la Déchetterie St Remy ;
- 1 Adjoint technique territorial principal de 1ère classe, affecté à la Déchetterie Aulnoye-Aymeries ;
- 1 Adjoint technique territorial, affecté à la Déchetterie Jeumont ;
- 1 Adjoint technique territorial principal de 2ème classe, affecté à la Déchetterie St Remy ;
- 1 Adjoint technique territorial, affecté à la Déchetterie Maubeuge ;
- 1 Adjoint technique territorial, Gardien volant ;
- 1 Adjoint technique territorial, affecté à la Déchetterie Maubeuge ;
- 1 Adjoint technique territorial, Gardien volant ;
- 1 Adjoint technique territorial, Gardien volant ;
- 1 Adjoint technique territorial, affecté à la Déchetterie Maubeuge ;
- 1 Adjoint technique territorial **contractuel** à temps non complet (20 h), affecté à la Déchetterie Aulnoye-Aymeries, dont le contrat arrive à échéance le 30 juin 2023 mais sera renouvelé ;
- 1 Adjoint technique territorial **contractuel** à temps non complet (20h), affecté à la Déchetterie Aulnoye-Aymeries, dont le contrat arrive à échéance le 31 mai 2023 mais sera renouvelé ;
- 1 Adjoint technique territorial **contractuel** à temps non complet (20h), Gardien volant, dont le contrat arrive à échéance le 10 juillet 2023 mais sera renouvelé ou remplacé ;
- 1 Ingénieur en chef hors classe **contractuelle en CDI**, cheffe du service de valorisation énergétique des déchets ;
- 1 Adjoint administratif territorial, chargée de mission communication au sein du service de valorisation énergétique des déchets ;

Les agents transférés continueront de bénéficier du régime indemnitaire antérieur, s'ils y ont un intérêt, et des droits dont ils bénéficiaient en matière de protection sociale complémentaire.

A cet égard, le SIAVED a instauré le RIFSEEP composé d'une IFSE et d'un CIA dont les montants plafonds sont fixés de la manière suivante :

Le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux est réparti en 3 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

		PLAFONDS ANNUELS	MAXI
Groupes de fonctions		IFSE	CIA
G 1	<i>Responsable de service</i>	17 480 €	2 380 €
G 2	<i>Adjoint au responsable de structure / expertise / fonction de coordination ou de pilotage / chargé de mission</i>	16 015 €	2 185 €
G 3	<i>Encadrement de proximité, d'usagers / assistant de direction / gestionnaire</i>	14 650 €	1 995 €

Le cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux est réparti en 2 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

		PLAFONDS ANNUELS	MAXI
Groupes de fonctions		IFSE	CIA
G 1	<i>Encadrement de proximité et d'usagers / assistant de direction / sujétions / qualifications</i>	11 340 €	1 260 €
G 2	<i>Exécution / horaires atypiques, déplacements fréquents / agent d'accueil</i>	10 800 €	1 200 €

Le cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux est réparti en 2 groupes fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

		PLAFONDS ANNUELS	MAXI
Groupes de fonctions		IFSE	CIA
G 1	<i>Encadrement de proximité et d'usagers / sujétions / qualifications</i>	11 340 €	1 260 €
G 2	<i>Exécution / horaires atypiques, déplacements fréquents</i>	10 800 €	1 200 €

Le cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux est réparti en 2 groupes fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

		PLAFONDS ANNUELS	MAXI
Groupes de fonctions		IFSE	CIA
G 1	<i>Encadrement de proximité et d'usagers / sujétions / qualifications</i>	11 340 €	1 260 €
G 2	<i>Exécution / horaires atypiques, déplacements fréquents</i>	10 800 €	1 200 €

Groupes de fonctions Cadre d'emploi : Techniciens		Montants plafonds annuels	
		I.F.S.E.	C.I.A.
Groupe 1	Responsable de service	17 480 €	2 380 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de service / expertise / fonction de coordination ou de pilotage / chargé de mission	16 015 €	2 185 €
Groupe 3	Encadrement de proximité, d'usagers / assistant de direction / gestionnaire	14 650 €	1 995 €

Groupes de fonctions Cadre d'emploi : Ingénieurs		Montants plafonds annuels	
		I.F.S.E.	C.I.A.
Groupe 1	Responsable de service	36 210 €	6 390 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de service / expertise / fonction de coordination ou de pilotage / chargé de mission	32 130 €	5 670 €
Groupe 3	Exposition physique, responsabilité prononcée (échanges fréquents avec des partenaires internes ou externes à l'administration)	25 500 €	4 500 €

Cadre d'emplois des attachés territoriaux

Groupes de fonctions		Montants plafonds annuels	
		I.F.S.E.	C.I.A.
Groupe 1	Direction d'une collectivité	36 210 €	6 390 €
Groupe 2	Direction adjointe d'une collectivité	32 130 €	5 670 €
Groupe 3	responsable de service	25 500 €	4 500 €
Groupe 4	adjoint au responsable chargé de mission	20 400 €	3 600 €

En revanche, les modalités d'organisation du temps de travail, les horaires et les lieux de travail des agents transférés pourront être modifiés. De même, ce sont les règles prévues par le SIAVED en matière de prestations d'action sociale et d'avantages divers qui s'appliqueront.

A cet égard :

	CAMVS	SIAVED
Protection sociale complémentaire	Labellisation : prise en charge mensuelle de 35 euros / agent et 5 euros/ enfant dans la limite de 3 enfants	Prévoyance - Maintien de salaire en cas de maladie : Participation à 100 % du SIAVED En cas de passage à ½ : traitement indemnisation sur la base de 95 % du traitement de base

Ticket restaurant	Valeur faciale : 5 euros prise en charge à 50% par l'association COSAS	Valeur faciale d'un chèque : 8,50 € Participation SIAVED de 5,10 € / chèque déjeuner - 20 chèques déjeuner / mois - Pas de chèques en octobre pour tenir compte des congés payés - Prélèvement sur fiche de paie
Chèque Kadock	Chèque cadeau 150 euros versé par l'association COSAS	Divers avantages (cartes cadeaux, sorties, tarifs réduits pour les parcs, cinémas,...) proposés par Amicale du Personnel
Formule 4 du contrat cadre du CDG 59 « Pass Territorial »		Formule 4 du contrat cadre du CDG 59 « Pass Territorial » / Plurélya : 249 euros / agent/an
CET	Utilisation des 20 premiers jours sous forme de congés puis possibilité de combiner prise en compte au sein du régime de retraite additionnelle ; indemnisation ; maintien sur le CET et utilisation sous forme de congés	Utilisation des 20 premiers jours sous forme de congés puis possibilité de combiner prise en compte au sein du régime de retraite additionnelle ; indemnisation ; maintien sur le CET et utilisation sous forme de congés
Forfait mobilité	En cours d'adoption	/
Durée hebdomadaire de travail	1607 heures avec système d'astreinte et comptabilisation du travail via des badgeuses	Temps de travail : horaires aménagés (badgeages) - Du lundi au vendredi : plages fixes de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 - Plages variables de 8h00 à 9h00, de 12h00 à 14h00 et de 16h00 à 17h00 - Pause méridienne de ¼ d'heure minimum obligatoire
		Prêt d'un véhicule (Maxity) : 2 fois / an et limité aux Hauts-de-France
		Salle de remise en forme : Du lundi au vendredi - 7h00 à 8h00

		- 12h00 à 13h30 - 16h00 à 20h00
		Salle de restauration et cuisine équipée

2) Agents auxquels le transfert sera proposé et qui seront mis à disposition du SIAVED s'ils refusent le transfert

A priori aucun agent n'est concerné.

3) Agents auxquels le transfert ne sera pas proposé

Le transfert ne sera pas proposé aux agents suivants, qui ne seront ni transférés, ni mis à disposition du SIAVED dans le cadre des dispositions précitées relatives au transfert de compétences.

Ils pourront le cas échéant, être mis à disposition du SIAVED, en application des règles de droit commun prévues par les dispositions des articles L. 512-6 et suivants du code général de la fonction public, sous réserve d'un accord tripartite entre la Communauté, le SIAVED et l'agent concerné.

Sont concernés :

- Les agents des services dits « supports » (RH, finances, administration générale juridique) qui consacrent une partie de leur temps de travail à la compétence transférée mais qui est difficilement quantifiable et individualisable ;
- 1 agent contractuel qui solde ses congés payés et CET avant sa retraite ;
- 1 adjoint technique contractuel, gardien volant, dont le contrat ne sera pas renouvelé mais qui sera remplacé ;
- Les deux assistantes administratives affectés au service.

B. Incidences sur le personnel des cocontractants de la Communauté

En l'espèce, la CAMVS ne recrute aucun agent de droit privé. En revanche, elle a conclu des marchés publics avec des prestataires privés qui recrutent des salariés de droit privé.

En application de l'article L1224-1 du code du travail :

« Lorsque survient une modification dans la situation juridique de l'employeur, notamment par succession, vente, fusion, transformation du fonds, mise en société de l'entreprise, tous les contrats de travail en cours au jour de la modification subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise ».

Et en application de l'article L1224-2 du code du travail :

« Le nouvel employeur est tenu, à l'égard des salariés dont les contrats de travail subsistent, aux obligations qui incombaient à l'ancien employeur à la date de la modification, sauf dans les cas suivants :

*1° Procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire ;
2° Substitution d'employeurs intervenue sans qu'il y ait eu de convention entre eux-ci.*

Le premier employeur rembourse les sommes acquittées par le nouvel employeur, dues à la date de la modification, sauf s'il a été tenu compte de la charge résultant de ces obligations dans la convention intervenue entre eux ».

Mais encore faut-il pouvoir identifier le transfert d'une entité économique autonome, étant précisé qu'il est admis que la seule perte d'un marché public n'implique pas automatiquement l'application de ces dispositions et qu'il convient d'identifier au cas par cas le transfert d'une entité économique.

Par ailleurs, à côté de ce dispositif légal de transfert des contrats de travail, l'avenant n° 67 du 8 décembre 2020 de la convention collective nationale des activités du déchet du 16 avril 2019 (Avenant n° 62 du 16 avril 2019) – Étendue par arrêté du 5 février 2021 JORF 11 février 2021, a prévu un dispositif conventionnel de transfert des contrats travail en cas de perte/ changement de titulaire d'un marché public.

Cette convention collective règle les rapports et conditions de travail entre employeurs et salariés dans les entreprises exerçant une ou plusieurs des activités du déchet et de la propreté urbaine ainsi définies :

- a) Tous types de collecte, d'enlèvement et d'acheminement de déchets de toutes natures (déchets ménagers et assimilés, déchets industriels banals ou spéciaux, déchets des activités de soins, déchets ménagers spéciaux, boues ...)
- ;
- b) Toutes opérations de tri, de regroupement des déchets visés ci-dessus, (exploitation de déchetteries, d'unités de tri en vue de valorisation, de transferts, de centres de regroupement ...)
- c) Toutes opérations pratiquées sur les déchets visés ci-dessus en vue de leur valorisation, de leur traitement, ou de leur élimination (exploitation d'unités de broyage, de compostage, de traitement biologique, d'incinération, de stabilisation, de décharge, de stockage ...)

d) Tous services de nettoyage de voirie, d'infrastructures urbaines, de places, d'espaces verts, de sites naturels, et de curage des fosses et des égouts (par aspiration, balayage, lavage, salage, sablage, déneigement ...) ;

Ces activités sont référencées entre autres dans la nomenclature d'activités françaises (NAF), et pour l'essentiel dans les classes 90. 0A, 90. 0B, et 90. 0C. Sont exclues notamment les classes 37.1Z et 37.2Z.

L'avenant n° 67 du 8 décembre 2020 relatif aux conditions de transfert des contrats de travail en cas de changement de titulaire d'un marché public, est applicable aux marchés notifiés à compter du 1^{er} janvier 2021 et fixe un dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail lorsque les conditions prévues par l'article L. 1224-1 du code du travail ne sont pas réunies (nonobstant le droit de refus des salariés).

Cet accord encadre les relations entre les entreprises sortantes et les entreprises entrantes et apporte des garanties aux salariés notamment par le maintien de leur salaire de base brut suite à leur transfert.

Il s'applique aux salariés, quel que soit leur contrat de travail dès lors qu'ils sont :

- positionnés sur un coefficient inférieur ou égal à 167 dans la grille de classification de la CCNAD ;

et,

- affectés sur le marché transféré depuis au moins 9 mois continus à la date de reprise effective du marché.

Sont également pris en compte :

- sous réserve du respect des conditions énumérées ci-dessus, les salariés dont le contrat de travail est suspendu, y compris en application de l'article 5.2.3 de la convention collective, et qui n'ont pas été remplacés par une personne liée par un CDI au cours des 9 mois précédant la date de reprise effective du marché ;
- les salariés remplaçant un salarié absent quels que soient leur contrat de travail et leur durée d'affectation sur le marché ;
- les salariés remplaçant un salarié dont le contrat de travail a été rompu au cours des 9 mois précédant la date de reprise effective du marché.

Pour le personnel remplissant les conditions précitées et affecté partiellement audit marché, le nombre de salariés transférés s'apprécie en équivalent temps plein. La notion d'équivalent temps plein se calcule comme suit : le temps d'affectation de chaque salarié est comptabilisé par rapport à la durée légale ou conventionnelle de travail applicable dans l'entreprise de façon à déterminer le nombre de salariés à temps plein transférables. Le temps d'affectation s'apprécie comme la durée du travail contractuelle effectuée sur le marché.

Les entreprises appliquent ensuite les règles d'arrondis suivantes de manière à retenir le nombre entier inférieur si le résultat comporte une valeur décimale inférieure ou strictement égale à 0,50 ou le nombre entier supérieur si le résultat comporte une valeur décimale strictement supérieure à 0,50.

Une fois le nombre de salariés à transférer déterminé, le choix des salariés transférables s'effectue par ordre décroissant du temps d'affectation moyen annuel sur le marché.

Dans les cas où des salariés présenteraient un taux d'affectation équivalent sur le marché, le salarié ayant la plus faible ancienneté sera transféré.

Pour les salariés suivants, à défaut de pouvoir définir leur temps d'affectation au marché par équivalent temps plein, le nombre de salariés transférés s'appréciera selon les modalités suivantes :

- pour les personnels des ateliers : selon le nombre de véhicules affectés sur le marché par rapport le nombre de véhicules total. En cas de taux d'affectation équivalent sur le marché, le salarié ayant la plus faible ancienneté sera transféré ;
- pour les agents de tri : selon les tonnages théoriques concernés par le marché transféré par rapport le tonnage global du centre de tri. En cas de taux d'affectation équivalent sur le marché, le salarié ayant la plus faible ancienneté sera transféré ;
- pour le personnel administratif : selon l'effectif du marché transféré par rapport l'effectif géré par l'agence. En cas de taux d'affectation équivalent sur le marché, le salarié ayant la plus faible ancienneté sera transféré.

Le nombre de personne à transférer s'effectuera à due proportion des ratios ci-dessus.

L'accord fixe les modalités de détermination des salariés à transférer ainsi que la procédure à suivre.

En l'espèce, à l'expiration des marchés publics conclus par la CAMVS (substituée le cas échéant par le SIAVED) se posera la question du transfert légal ou conventionnel des salariés de droit privé auxdits marchés, soit au SIAVED si les prestations afférentes sont assurées en régie par ce dernier, soit au(x) nouveau(x) titulaire(s) du(es) marché(s).

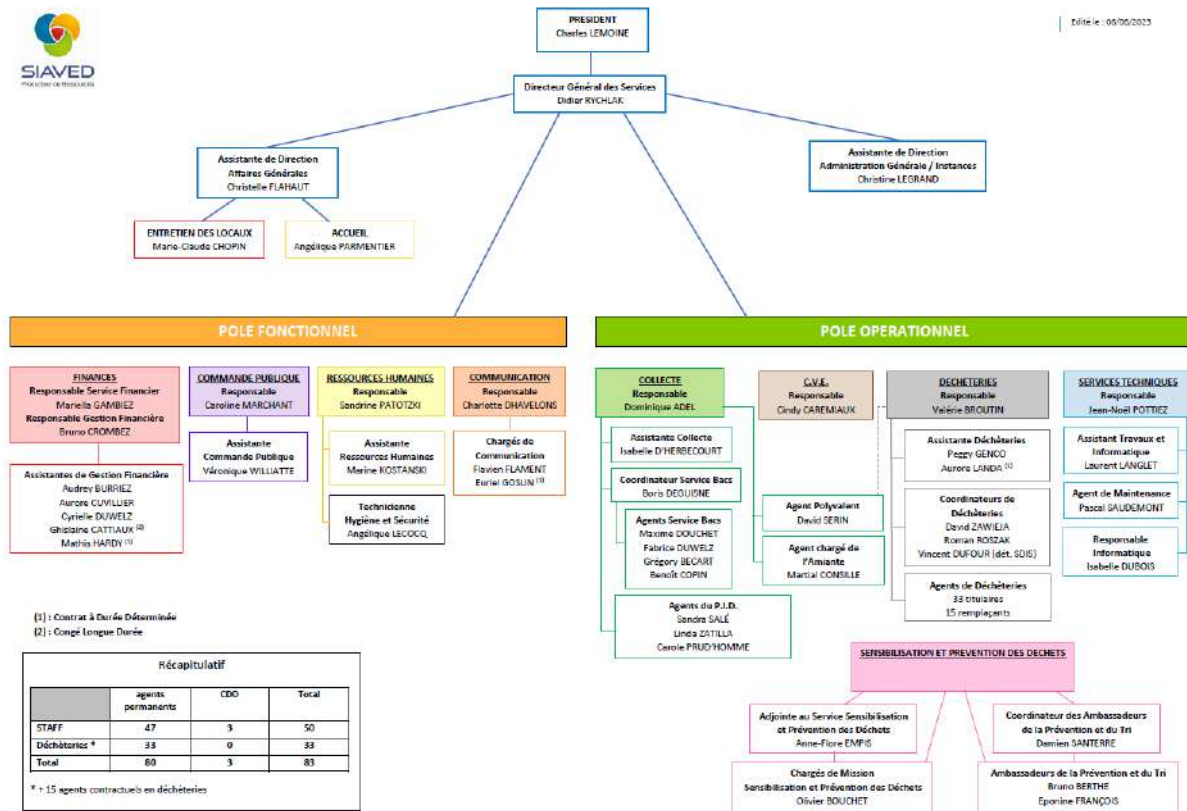
C. Incidences sur les personnels du SIAVED

Le SIAVED emploie aujourd'hui 98 agents répartis de la manière suivante :

Récapitulatif

	agents permanents	CDD	Total
STAFF	47	3	50
Déchèteries *	33	0	33
Total	80	3	83

* + 15 agents contractuels en déchèteries



L'adhésion de la Communauté aura donc un impact sur l'organisation des services.

V. Impact de l'adhésion sur la gouvernance du SIAVED

Il ressort de l'article 5.1 des statuts du SIAVED que la composition du comité syndical est déterminée par la combinaison des 3 critères suivants :

- 1^{er} critère : deux délégués titulaires et deux délégués suppléants pour chaque collectivité adhérente ;
- 2^{eme} critère : un délégué titulaire et un délégué suppléant complémentaire par carte de compétence pour chaque collectivité adhérente ;
- 3^{eme} critère : un délégué titulaire et un délégué suppléant supplémentaire par tranche de 15 000 habitants (l'attribution se fait à partir du premier habitant). Toutefois, les statuts du Syndicat ne précisent pas la population de référence à prendre en compte pour calculer le nombre de sièges à accorder selon ce troisième critère. Le SIAVED indique qu'il convient de prendre en compte la population municipale applicable au 1^{er} janvier 2023. Alternativement, il pourrait être pris en compte la population municipale applicable au 1^{er} janvier 2020 (c'est-à-dire, la population applicable lors du dernier renouvellement général des conseils municipaux).

Il en résulte donc que les communautés qui transféreront au SIAVED la compétence obligatoire et la compétence optionnelle bénéficieront nécessairement d'au moins un siège de plus que les communautés qui ne lui transféreront que la compétence obligatoire.

Ainsi, dans l'hypothèse où adhèreraient au SIAVED, la Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre, la Communauté de communes Pays de Mormal, la Communauté de communes Cœur Avesnois, et la Communauté de communes Sud Avesnois, Valenciennes Métropole et la Communauté de communes du Pays Solesnois, la composition du comité syndical du SIAVED pourrait être la suivante :

- S'il est pris en compte la population municipale applicable en 2020 pour déterminer le nombre de sièges attribués selon le troisième critère :

Nom de la communauté	Population municipale applicable au 1 ^{er} janvier 2020	Nombre de sièges selon le 1 ^{er} critère	Nombre de sièges selon le 2 ^{eme} critère	Nombre de sièges selon le 3 ^{eme} critère	Nombre de sièges total
Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut (CAPH)	158754	2	2	11	15
Communauté d'Agglomération du Caudrésis Catésis (CA2C)	64841	2	2	5	9
Communauté de Communes du Cœur	70957	2	1	5	8

d'Ostrevent (CCCO)					
Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre (CAMVS)	125651	2	1	9	12
Communauté de communes Pays de Mormal (CCPM)	48441	2	1	4	7
Communauté de communes Cœur Avesnois (3CA)	30153	2	1	3	6
Communauté de communes Sud Avesnois (CCSA)	25206	2	1	2	5
Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole (CAVM)	192594	2	2	13	17
Communauté de communes du Pays Solesnois (CCPS)	14908	2	1	1	4
Total	731505	18	12	53	83

- S'il est pris en compte la population municipale applicable en 2023 pour déterminer le nombre de sièges attribués selon le troisième critère :

Nom de la communauté	Population municipale applicable au 1 ^{er} janvier 2023	Nombre de sièges selon le 1 ^{er} critère	Nombre de sièges selon le 2 ^{eme} critère	Nombre de sièges selon le 3 ^{eme} critère	Nombre de sièges total
Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut (CAPH)	157752	2	2	11	15
Communauté d'Agglomération	63789	2	2	5	9

du Caudrésis Catésis (CA2C)					
Communauté de Communes du Cœur d'Ostrevent (CCCO)	71494	2	1	5	8
Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre (CAMVS)	124770	2	1	9	12
Communauté de communes Pays de Mormal (CCPM)	48318	2	1	4	7
Communauté de communes Cœur Avesnois (3CA)	29279	2	1	2	5
Communauté de communes Sud Avesnois (CCSA)	24603	2	1	2	5
Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole (CAVM)	191916	2	2	13	17
Communauté de communes du Pays Solesnois (CCPS)	14678	2	1	1	4
Total	726599	18	12	52	82

VI. Annexe n°1 : actif issu de la dissolution du SMIAA

VII. Annexe n°2 : Subventions issues de la dissolution du SMIAA